



Investir dans les populations rurales

Burkina Faso

Projet de Gestion Participative des Ressources Naturelles et de Développement Rural du Nord, Centre- Nord et Est («Neer Tamba»)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 1^{er} au 10 février 2016

Date du document: 14/04/2016

No. du Projet: 1000004400, 2000000054, 2000000064

No. du rapport: 4048-BF

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Données de base du projet	1
B. Introduction	1
C. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	3
D. Produits et effets	4
Composante I: Petits aménagements fonciers	4
Composante II: Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions	6
Composante III: Structuration des acteurs et mise en réseaux	6
Composante IV: Gestion du projet et Suivi-Evaluation	7
E. État d'avancement de l'exécution du projet	8
Composante I: Petits aménagements fonciers	8
Composante II: Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions	10
Composante III: Structuration des acteurs et mise en réseaux	11
Composante IV: Gestion du projet et Suivi-Evaluation	13
F. Aspects fiduciaires	14
G. Durabilité	18
H. Autres aspects: Interprétation du cadre de «ciblage» du projet	19
I. Conclusion	19

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Projet «Neer Tamba»	21
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	25
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	29
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	31
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	39
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	43
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	45

Sigles et acronymes

ACR	Assemblées Consulaires Régionales
ANO	Avis de non objection
AT	Assistance Technique
BN/CRA	Bureau National des CRA
CAP	Comité d'Approbation Provincial
CCR	Cadres de Concertation Régionaux
CCP	Cadres de Concertation Provinciaux
CES/DRS	Conservation des Eaux et des Sols/ Défense et Restauration des Sols
CPM	Chargé de Portefeuille
CPA	Assistant d'Appui Programme
CPO	Chargé d'Appui Programme
CPS	Comité Provincial de Sélection
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
DGADI	Direction Générale des Aménagements et du Développement de l'Irrigation
DGCMEF	Direction Générale de Contrôle des Marchés et des Engagements Financiers
DGCOOP	Direction Générale de la Coopération
DGEP	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGFOMR	Direction Générale du Foncier, de la Formation et de l'Organisation du Monde Rural
DR	Direction Régionale
DRCMEF	Directeur Régional du Contrôle des Marchés et des Engagements Financiers
DRENA	Direction Régionale de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation du Nord
DRF	Demande de Retrait de Fonds
ECD	Etat Certifié de Dépenses
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FTS	Formations Techniques Spécifiques
IEC	Information Education et Communication
MAAH	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MEEVCC	Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique
MINEFID	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
Neer tamba	«l'espoir qui nous réunit»
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation de Producteurs

OR	Organisations Rurales
PAMO	Prestataire d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage
PPM	Plan de Passation des Marchés
PROFIL	Projet d'Appui aux Filières Agricole (projet du FIDA)
PTBA	Programme de Travail et de Budget Annuel
PV	procès-verbal
RAF	Responsable Administratif et Financier
RSE	Responsable Suivi Evaluation
SG	Secrétaire Général
STD	Services Techniques Déconcentrés
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TDR	termes de référence
UAT	Unités d'Appui Technique
UGP	Unité de Gestion du Projet
USD	Dollar des Etats Unis
ZAT	Zones d'Appui Technique

A. Données de base du projet

Coût total:	114,6 millions de \$EU
Prêt FIDA 895:	14,49 millions de \$EU
Don FIDA 8111:	51,16 millions de \$EU
Don FIDA 8111 A:	14,49 millions de \$EU
Contribution de l'Emprunteur:	24,10 millions de \$EU
Contribution des bénéficiaires:	5,20 millions de \$EU
Gap de financement	4,47 millions de \$EU

	Don 8111	Prêt 895	Don 8111A
Date d'approbation:	13/12/2012	10/04/2013	10/04/2013
Date de signature:	04/02/2013	07/04/2014	07/04/2014
Date d'entrée en vigueur:	30/08/2013	21/07/2014	21/07/2014
Date d'achèvement:	30/09/2021	30/09/2022	30/09/2022
Date de clôture:	31/03/2022	31/03/2023	31/03/2023
Taux de décaissement¹	2.18%	2.18%	2.18%

B. Introduction²

1. Une mission mandatée par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Gouvernement a séjourné au Burkina Faso du 1^{er} au 10 février 2016, pour réaliser la première supervision du Projet de Gestion Participative des Ressources Naturelles et de Développement Rural du Nord, Centre-Nord et Est (dit projet « Neer Tamba »).

2. L'objet de cette première mission de supervision est d'évaluer si l'organisation de la mise en place des activités du projet a été capable de jeter les bases pour une correcte mise en œuvre du projet «Neer Tamba». Entre autres, la mission devra: i) évaluer l'ensemble de l'exécution du projet; ii) vérifier les produits et réalisations et analyser l'état d'avancement de l'exécution vis-à-vis le PTBA 2015; iii) passer en revue les aspects fiduciaires; (iv) proposer des recommandations pour faire face aux éventuels problèmes liés à l'exécution et à la réalisation des objectifs du projet.

3. A son arrivée à Ouagadougou, la mission a tenu une rencontre initiale avec l'équipe du projet. Elle a été reçue par M. Jacob Ouédraogo, Ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques (MAAH) puis M. Fidèle Bama, Directeur Général de l'Economie et de la Planification (DGEP) du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID). La mission s'est ensuite rendue dans les régions de l'Est, du Centre Nord et du Nord où elle a rencontré les principaux acteurs du Projet «Neer Tamba» et visité les premières réalisations. Dans chaque région elle a tenu des réunions avec la Chambre Régionale d'Agriculture (CRA) et notamment avec les équipes techniques régionales et provinciales placées en leur sein avec l'appui du projet. Elle a rencontré, dans chaque région, les Directions Régionales de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques (DRAAH), les Directions des Ressources Animales (DRA) et les Directions de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique (DREEVCC). A son retour à Ouagadougou, elle a été reçue par Mme Hadizatou Rosine Coulibaly, Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement et M. Nestor Bassière, Ministre de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC). Une réunion de restitution s'est tenue le 10 février 2016 au sein de la DGEP. La mission a également rendu compte à M. le Ministre en charge de l'Agriculture le 11 février 2016.

¹ Hors dépôt initial

² Composition de la mission: La mission était composée de M. Abdoul Barry, CPM/FIDA pour le Burkina Faso, M. Ludovic Conditamdé, CPO et Mme. Karine Nikiéma CPA, de M. Pierre-Yves Légal, consultant FIDA, M. Samba Diom Ba, spécialiste en gestion administrative et financière, M. Djessouwendé Ouédraogo, économiste, M. Marius Sanon, ingénieur génie rural, M. Saïdou Sanou, spécialiste du foncier. Le Gouvernement du Burkina Faso était représenté par M. Rodrigue Ouédraogo mandaté par le SG/MAAH, M. Blaise Toubre de la DGESS/MAAH et, au titre du MINEFID, M. Boukary Ouédraogo de la DGEP et Mme Delphine Tarnagda de la DGCOOP.

4. La mission tient à remercier l'ensemble de ses interlocuteurs pour la qualité de leur implication et celle de leurs contributions à l'avancement du projet. Elle remercie également l'équipe de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) et le Bureau Pays du FIDA pour la qualité de l'organisation de la mission.
5. Le projet Neer-Tamba a été approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en deux temps: le premier financement, sous forme de don et d'un montant de 51,16 millions d'USD, le 13/12/2012 et le deuxième financement, sous forme de don et de prêt, d'un montant de 14,49 millions d'USD chacun. La contribution du Gouvernement à Neer-Tamba est de 24,10 millions d'USD et celle des bénéficiaires de 5,2 millions d'USD. Il existe un gap de financement de 4,47 millions d'USD.
6. Le premier don approuvé le 13 décembre 2012 a été ratifié le 14 juin 2013 par l'Assemblée Nationale et est entré en vigueur le 30/08/2013. Le deuxième financement approuvé le 13 avril 2013 a été ratifié en juillet 2014 et est entré en vigueur le 21/7/2014. Les conditions de premier décaissement des deux financements ont été remplies seulement en septembre 2014 et le premier décaissement a été effectué en octobre 2014, presque deux ans après l'approbation du projet par le Conseil d'administration du FIDA. Ce retard est lié au délai pris pour remplir les conditions de décaissement, notamment l'ouverture du compte désigné, la création du Comité de Pilotage et de l'UGP et la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage aux CRA, la validation du manuel d'exécution et enfin le versement des fonds de contrepartie nationale pour la première année.
7. La zone du projet est constituée des trois régions de l'Est, du Centre-Nord et du Nord et le groupe cible comprend environ 40 000 ménages (dont un tiers au moins de jeunes ménages) et de l'ordre de 30 000 femmes.
8. L'objectif général du projet est l'amélioration des conditions de vie et des revenus des populations rurales les plus défavorisées. Son objectif spécifique est d'appuyer les populations cible à construire et renforcer leur autonomie et leur capacité à jouer un rôle moteur croissant, pleinement reconnu par les autres acteurs, dans la construction d'un tissu économique et social durable. Pour cela le projet interviendra sur: i) l'accroissement de la résilience des ménages, des exploitations et des villages face aux aléas climatiques, ii) l'accession des ménages à une capacité d'autonomie économique et financière suffisante pour leur permettre, au sein de leur milieu rural de résidence, de se projeter mieux vers l'avenir, iii) la construction et le renforcement d'un tissu social et économique favorable et incitatif à cette prise d'autonomie, dont les populations cibles seront des acteurs/partenaires à part entière.
9. Le projet est organisé en quatre composantes: i) de petits aménagements fonciers à l'échelle villageoise (ou d'une grappe de villages) visant essentiellement à améliorer la résilience des ménages/exploitations familiales face aux aléas climatiques, mais aussi à contribuer à créer ou renforcer leur autonomie financière(cette composante est la plus importante en termes de budget), ii) des appuis à la diffusion de bonnes pratiques et à des initiatives et innovations locales susceptibles d'améliorer durablement l'autonomie économique des populations cibles (sans remettre en cause leur résilience et chaque fois que possible en la renforçant), iii) des appuis à la structuration des acteurs (en particulier populations cible) et à leur mise en réseau, iv) la gestion/administration et suivi-évaluation du projet.
10. L'objectif de la Composante 1: «Petits aménagements fonciers villageois» est l'accroissement de la résilience des ménages, des exploitations et des villages face aux aléas climatiques. Elle appuie la réalisation d'aménagements : i) de petits bas-fonds permettant une maîtrise partielle de l'eau essentiellement destinés à la production de riz, ii) de petits périmètres maraîchers villageois, iii) individuels ou collectifs de parcelles agricoles et de récupération de terres dégradées par des techniques de CES/DRS telles que les «zaï», les demi-lunes, les cordons pierreux, les digues filtrantes, etc., iv) de récupération de terres dégradées à vocation sylvopastorale ou agricole par des techniques mécaniques et/ou biologiques. Cette composante inclut également un volet de sécurisation foncière qui appuiera: i) la diffusion et explication/vulgarisation des textes juridiques et administratifs auprès des acteurs clés du projet; ii) les promoteurs des aménagements fonciers à aboutir à une sécurisation foncière adéquate; iii) la mise en place de Commissions Foncières

villageoises dans les villages où ces aménagements seront réalisés, iv) la participation des acteurs du projet à l'Observatoire de l'Evolution des Pratiques Sociales en Matière de Foncier.

11. L'objectif de la Composante 2: «Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions» est de promouvoir une intensification, une diversification des activités agricoles et de l'élevage et une valorisation des productions agro-sylvopastorales «vertueuses» en termes d'environnement et de reconstitution et gestion durables des ressources naturelles. Elle comprendra deux sous-composantes: i) renforcement de l'offre de services d'appui-conseil; et ii) appui aux initiatives locales de développement de la production agricole, de l'élevage ou de valorisation des ressources naturelles. L'objectif de la première sous-composante sera de renforcer l'offre de service d'appui-conseil fournie par des OP, des agents ou prestataires d'appui-conseil associatifs ou privés aux populations cibles dans les domaines de: i) la diffusion des bonnes pratiques de gestion durable des terres (conservation et restauration des sols et régénération naturelle assistée, etc.), ii) la gestion technico-économique des exploitations familiales, iii) l'appui aux porteurs de micro-projets soutenus par le Fonds d'Appui (voir ci-dessous). Dans chaque région, le projet financera un nombre limité de fournisseurs d'appui-conseil associatifs (OP, ONG) ou privés recrutés sur appel à propositions par les CRA. Le projet appuiera également des institutions spécialisées publiques, parapubliques ou mixtes souhaitant intervenir en partenariat avec des OP dans le domaine de l'appui-conseil. Enfin le projet appuiera, dans chaque région, le montage et l'opération d'un nombre limité de réseaux thématiques et collaboratifs durables et tournés vers l'innovation, associant des acteurs de nature différente, dont obligatoirement des organisations rurales issues des populations cible. L'objectif de la seconde sous-composante sera d'appuyer l'émergence et la pérennisation d'activités économiques nouvelles mises en œuvre par les populations cibles ou ayant un impact positif direct sur leurs petites exploitations agricoles. Elle comprendra: i) un fonds d'appui au démarrage de ce type d'activités innovantes dans le contexte local et ii) les ressources nécessaires à l'opérationnalisation de ce fonds.

12. La Composante 3: «Structuration des acteurs et mise en réseau» comprendra trois sous-composantes: i) renforcement des capacités des populations cible, des organisations rurales et élus municipaux, ii) appui institutionnel aux CRA, et iii) appui institutionnel aux Directions Régionales (DR). Le renforcement des capacités des populations cible et des organisations rurales comprendra: i) des actions d'alphabétisation fonctionnelle, ii) le déploiement d'une stratégie IEC, iii) des appuis aux organisations rurales. L'appui institutionnel aux CRA visera: i) le renforcement institutionnel des trois CRA de la zone du projet, ii) la création d'une capacité opérationnelle des CRA à l'échelle provinciale (12 provinces), iii) le renforcement de la mise en réseau des CRA; iv) le renforcement des capacités de gestion administrative et financière des trois CRA, mais aussi du BN/CRA. L'appui institutionnel aux DR du MAAH, du MEEVCC et du Ministère des Ressources Animales (trois pour chacune des trois régions) visera à renforcer leur capacité à assumer des fonctions «régaliennes» en relation avec les objectifs et les actions du projet.

C. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

13. Bien que les conditions d'entrée en vigueur du premier don du FIDA (8111, approuvé le 13 décembre 2012) aient été satisfaites dès le 30 août 2013, l'année 2015 reste une année de démarrage et certains volets/instruments du projet ne seront mis en œuvre qu'à partir de 2016. Le lancement formel du projet, prévu pour novembre 2014 puis avril 2015, a pu être réalisé le 4 juin 2015, à Yako, dans la région Nord, dans le cadre du lancement de la campagne agricole sous l'égide de M. Yacouba Isaac Zida, Premier Ministre du Gouvernement de Transition et avec la participation de M. Ides de Willebois, Directeur de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre au FIDA.

14. La lenteur dans la levée des conditions préalables d'entrée en vigueur et de décaissement et le recrutement du personnel clé de l'UGP ont considérablement retardé la constitution de l'équipe et donc le lancement des activités du projet. Le processus initial de recrutement du Coordinateur ayant été infructueux, le FIDA a donné son accord le 23 mai 2014 pour qu'il soit choisi sur la base d'une liste restreinte et il a pris fonctions le 1^{er} août 2014. Le Responsable de suivi-évaluation RSE et le

Responsable administratif et financier RAF ont pris fonction le 10 juin 2014. Le recrutement de ces deux derniers agents avait été initié le 18 mars 2014 (ANO du FIDA sur les TdR).

15. Le premier PTBA (2014) a été approuvé par le FIDA le 2 octobre 2014. Le PTBA 2015 a été approuvé par le Comité de Pilotage le 30 décembre 2014, partiellement validé par le FIDA le 5 mars 2015 puis définitivement approuvé le 8 mai 2015 après la prise en compte de la totalité des observations du FIDA. Le PTBA 2016 a été validé le 8 décembre 2015 par le Comité de Pilotage puis par le FIDA le 21 janvier 2016.

16. La performance très satisfaisante, tant quantitativement que qualitativement, de l'équipe de l'UGP a néanmoins permis, au cours de 2015, (i) la mise en place et l'opérationnalisation de la quasi-totalité des équipes opérationnelles du Projet (UGP et CRA), (ii) la mise en place des procédures et des principaux outils méthodologiques, (iii) la finalisation des premières actions/réalisations d'ancrage (169 ha de bas-fonds réhabilités).

17. Compte tenu des dates de prise de fonction des cadres de l'UGP et des équipes techniques régionales et provinciales des CRA et des contraintes liées à la durée des procédures de marchés, on peut estimer que la grande majorité des volets du projet avancent de façon satisfaisante et que les premières réalisations débiteront en 2016 (saison sèche 2016-2017 pour les aménagements) sur des bases méthodologiques saines, efficaces et cohérentes avec la stratégie du projet.

18. Quelques volets ont connu des retards essentiellement liés à la difficulté des acteurs publics à s'approprier la stratégie et les instruments du projet. Il s'agit essentiellement i) du volet foncier (C1) où la convention avec la DGFOMR (Direction Générale du Foncier, de la Formation et de l'Organisation du Monde Rural) n'est pas encore opérationnelle, ii) du volet d'appui institutionnel aux DR (C3) qui n'ont pas encore soumis de dossiers de demande d'appui au projet.

19. L'année 2016 devra permettre d'aboutir à la mise en œuvre effective de la totalité des volets/instruments du projet. Pour les volets/instruments déjà actifs en 2015 cela devra passer par; (i) la consolidation et le perfectionnement des procédures et des outils méthodologiques et (ii) le lancement de volumes significatifs de réalisations. Pour les volets/instruments à lancer en 2016, les outils nécessaires devront être rendus disponibles au plus tard en juin 2016 et les premières actions lancées avant la fin 2016.

20. Il est encore trop tôt pour juger de la performance relative des CRA. La CRA de l'Est qui a bénéficié des appuis du PADAB II est plus mûre institutionnellement, par contre les deux autres CRA sont plus avancées dans d'autres domaines notamment du fait des appuis du PROFIL. Les facteurs de dynamisme identifiés au cours de la mission comprennent: i) l'implication des élus régionaux dans l'animation quotidienne des CRA, ii) la compétence et le dynamisme des équipes techniques régionales (personnel financés par Neer-Tamba mais aussi Secrétaires Généraux). Les quelques postes encore vacants au sein du BN/CRA et des CRA seront pourvus le 15 février à l'exception du poste d'un agent provincial de développement de la CRA du Centre Nord qui a démissionné en novembre 2015 et du Gestionnaire/Comptable de la CRA du Nord (recrutement infructueux deux fois de suite). **La mission recommande que conjointement, les bureaux des CRA et l'UGP parviennent avec l'appui du Ministère de tutelle et en consultation avec le FIDA, à assurer que tous les postes prévus soient pourvus de cadres disposant de profils adéquats.**

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Tous les volets/instruments du projet devront être actifs	UGP	2016
Doter les CRA des ressources humaines nécessaires	Bureaux CRA, UGP, MAAH, FIDA	2016

D. Produits et effets

Composante I: Petits aménagements fonciers

21. La composante comprend les volets suivants: (i) aménagement de petits bas-fonds permettant une maîtrise partielle de l'eau, (ii) aménagement de petits périmètres maraîchers ou de puits

marâchers, (iii) aménagements individuels ou collectifs de parcelles agricoles et récupération de terres dégradées par des techniques de CES/DRS telles que les «zaï», les demi-lunes, les cordons pierreux, les digues filtrantes, etc., (iv) récupération de terres dégradées à vocation sylvo-pastorale ou agricole par des techniques mécaniques et/ou biologiques.

22. Au titre des premières actions d'ancrage du projet, 25 bas-fonds représentant une superficie de 169 ha ont été réhabilités (contre 150 prévus) dans la région de l'Est au profit de 1081 bénéficiaires (483 femmes et 598 hommes). La quasi-totalité des superficies réhabilitées a été mise en valeur en 2015. La mission a pu visiter deux de ces bas-fonds (dans les villages de Bidigou, province du Gourma, commune de Yamba et de Fanwargou 2, province de Kompienga, commune de Kompienga)

23. Les travaux ont consisté à la consolidation de diguettes en remblais compacté par un revêtement en enrochement posé sur du géotextile ainsi qu'en la construction de pertuis de vidange en béton équipés de vannettes métalliques pour permettre la régulation de la lame d'eau à l'amont. La mise en œuvre des travaux de réhabilitation des bas-fonds s'est faite à travers une approche participative impliquant et responsabilisant les bénéficiaires en vue d'une appropriation effective des aménagements réhabilités. Des actions de sensibilisation, d'organisation, d'appui-conseil et de formation des producteurs ont été exécutées par des équipes de techniciens de l'agriculture sous la supervision des responsables de la DRAAH avec l'appui de la CRA.

Acteurs impliqués dans les réhabilitations	Rôles et tâches
Les bénéficiaires (producteurs)	<ul style="list-style-type: none"> - participer physiquement à hauteur de 20 personnes par jour au minimum, pour l'exécution des travaux non spécialisés, à savoir la collecte des moellons, l'alignement des moellons sur les courbes de niveaux ainsi que le compactage des diguettes; - accepter de mettre en culture pendant l'hivernage, l'ensemble de la superficie aménagée en riz; - mettre en place un comité de gestion pour gérer le matériel et fixer le cahier des charges pour chaque exploitant
Les chefs ZAT ³ et UAT	<ul style="list-style-type: none"> - vérifier que les sites désignés sont toujours d'actualité; - vérifier que la superficie programmée dans chaque village sera atteinte; - chercher à connaître les propriétaires terriens des bas-fonds; - détecter les sites où il y a des difficultés, rechercher les solutions et/ou rendre compte à temps; - assurer les travaux techniques de réhabilitation tels que la détermination des courbes de niveaux; - mobiliser les bénéficiaires pour le compactage des diguettes pendant l'exécution des travaux; - mettre en place / redynamiser les comités de gestion
Les Directions Provinciales en charge de l'Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - appuyer les chefs ZAT et les chefs UAT; - assurer les activités de sensibilisation et de suivi des travaux de réhabilitation; - fournir des rapports d'activités à la Direction Régionale en charge de l'Agriculture
La Direction Régionale en charge de l'Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - appuyer les Directions Provinciales - superviser l'activité de sensibilisation et les travaux de réhabilitation; - superviser les activités de mise en valeur des bas-fonds réhabilités; - fournir des rapports d'activités à la CRA-Est
L'équipe conjointe CRA-DR Agriculture - DR Environnement – DR Ressources Animales	<ul style="list-style-type: none"> - superviser les activités d'information/sensibilisation dans chaque province; - superviser les travaux de réhabilitation; - superviser les activités de mise en valeur des bas-fonds réhabilités

24. Les producteurs bénéficiaires des réhabilitations de bas-fonds ont reçu un kit de petit matériel composé de: 5 dames manuelles, 10 pioches, 5 barres à mine, 10 pelles, 20 gants, 2 cordes, 3 brouettes, 5 arrosoirs, 1 niveau à eau, 2 marteaux et 1 gabarit, en vue de leur faciliter l'exécution des

³ Zones d'Appui Technique et Unités d'Appui Technique

travaux. Ce matériel a été acquis par la CRA-Est via la procédure de consultation restreinte et distribué dans chaque village bénéficiaire. La collecte des moellons dans les carrières a été réalisée par les bénéficiaires avec le matériel reçu à cet effet. Quant au transport des moellons (des carrières vers les bas-fonds à réhabiliter), il a été assuré par des camions contractualisés par la CRA-Est sur consultation restreinte. Les travaux physiques de réhabilitation (confection, compactage et enrochement des diguettes) ont été réalisés par les producteurs, sous la supervision et l'encadrement technique des agents de terrain ayant reçu la formation sur les techniques de réhabilitation des bas-fonds. Au total, 6116 m de diguettes ont été enrochées dans l'ensemble des bas-fonds réhabilités. L'usage du géotextile a permis de bien stabiliser les diguettes enrochées et de renforcer la durabilité des aménagements. La construction des pertuis de vidange a été assurée par un prestataire recruté sur consultation restreinte par la CRA-Est en collaboration avec la DR Agriculture. Les difficultés rencontrées sur les différents sites réhabilités sont dans le même ordre. Elles se résument surtout à la pénibilité des travaux de collecte / ramassage des moellons et la non prise en charge des bénéficiaires pendant la durée des travaux.

25. La visite de deux des bas-fonds réhabilités (Bidigou et Fanwargou 2) a permis de relever: (i) la relance de la production de riz pluvial sur des sites dont certains étaient presque à l'abandon du fait des difficultés de maîtrise de l'eau, (ii) les diguettes ainsi protégées sont moins sujettes aux dégradations et ruptures au passage des crues, (iii) les pertuis aménagés et équipés de vannettes permettent de réguler la lame d'eau à l'amont des diguettes, ce qui permet d'éviter la cassure des diguettes par les exploitants.

26. Cependant il a été constaté: (i) une grande diversité dans la qualité de mise en œuvre des travaux du fait surtout de l'encadrement (motivation et fréquence sur le site pendant les travaux), (ii) le mode de fixation des vannettes sur les pertuis n'a pas intégré un cadre métallique ce qui n'assure pas leur étanchéité de façon durable.

27. Les autres types d'aménagements prévus (périmètres maraîchers, CES-DRS, récupération de terres dégradées) n'ont pas fait l'objet de réalisations en 2015 (voir ci-dessous «état d'avancement»).

Composante II: Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions

28. Cette composante comprend deux volets : (i) renforcement de l'offre de services d'appui-conseil et (ii) appui aux initiatives locales de développement de la production agricole, de l'élevage.

Volet II.1: Renforcement de l'offre de services d'appui-conseil

29. Les mesures prévues comprennent: (i) le financement d'un nombre limité de fournisseurs d'appui-conseil associatifs (OP, ONG) ou privés recrutés sur appel à propositions par les CRA, (ii) l'appui à des institutions spécialisées publiques, parapubliques ou mixtes souhaitant intervenir en partenariat avec des OP dans le domaine de l'appui-conseil, (iii) le montage et l'opération d'un nombre limité de réseaux thématiques et collaboratifs durables et tournés vers l'innovation, associant des acteurs de nature différente, dont obligatoirement des organisations rurales issues des populations cible.

30. Le lancement de ces sous-volets est en cours (voir ci-dessous) mais aucune réalisation n'est enregistrée en 2015.

Volet II.2: Appui aux initiatives locales de développement de la production agricole, de l'élevage ou de la valorisation des ressources naturelles

31. Ce volet comprend: (i) un fonds d'appui au démarrage d'activités innovantes dans le contexte local et (ii) les ressources nécessaires à l'opérationnalisation de ce fonds. Il n'y a pas eu d'activité en 2015, les premiers micro-projets seront financés en 2016.

Composante III: Structuration des acteurs et mise en réseaux

32. Cette composante comprend trois volets: (i) le renforcement des capacités des populations cibles et des organisations rurales, (ii) l'appui institutionnel aux CRA et (iii) aux DR.

Volet III.1: Renforcement des capacités des populations cibles et des OP

33. La mise en œuvre de certaines actions prévues au premier volet (alphabétisation et Information Education, Communication (IEC) a été entreprise. Elles n'ont pas encore produit de résultat. Les premières réalisations sont attendues pour 2016. Les appuis aux Organisations Rurales (OR) seront initiés en 2016.

Volet III.2: Appui institutionnel aux CRA

34. Les équipes régionales des CRA et les binômes d'animateurs provinciaux (une femme et un homme) sont fonctionnels (personnel, équipement, moyens de travail). Les quelques échanges réalisés dans le cadre de la mission avec ces équipes amènent à penser que leur recrutement a été bien mené et qu'ils disposent globalement de compétences et de profils adéquats et que leur performance est satisfaisante. Cette impression, très superficielle, devra bien sûr être vérifiée par les évaluations individuelles formelles qui seront réalisées par les CRA et l'UGP sur une base annuelle.

35. L'éventail des actions menées par ces agents est déjà très riche et conforme aux attentes du projet. Au-delà des tâches directement liées à la mise en œuvre du projet, ils assurent des tâches liées au fonctionnement propre des CRA mais interviennent également dans le cadre des autres partenariats des CRA. La collaboration avec les élus et les autres cadres des CRA est bonne. La dynamique à l'échelon provincial pourrait, peut-être, être renforcée en **dotant les élus régionaux d'une petite dotation (cartes téléphone, frais de transport) leur permettant une meilleure interaction avec le binôme d'animateurs**. Il devrait également être possible de doter chaque agent provincial d'une «clé internet» (une par binôme actuellement).

36. L'acquisition par l'UGP du logiciel de comptabilité à mettre en place au sein des CRA (TOM2PRO) a été réalisée. Les formations/paramétrage sont programmées avant la fin du mois de février 2016. Le recrutement du gestionnaire/comptable de la CRA du Nord a été infructueux. Celui du Centre Nord prendra fonction le 15 février 2016. Le manuel de procédure et de gestion élaboré au sein de la CRA de l'Est, sur financement PADAB II, va être revu pour y introduire les procédures communes aux CRA et au projet «Neer Tamba». Il sera ensuite utilisé par les CRA du Nord et du Centre-Nord et par le BN/CRA.

37. Chaque CRA, comparée à ses deux «sœurs» dispose d'atouts et connaît des difficultés propres. La CRA de l'Est dispose notamment des acquis développés avec l'appui du PADDAB. Celles du Nord et du Centre Nord sont plus avancées dans d'autres domaines (techniques ou gestion). Des échanges sur des thèmes bien choisis ont déjà été organisés en 2015 et d'autres sont prévus pour 2016. Un autre partenaire (PDA/GIZ) a permis à la CRA de l'Est de réaliser un voyage d'étude dans la CRA du Sud-Ouest.

Volet III.3: Appui institutionnel aux DR

38. Ce volet n'a pas été mis en œuvre en 2015

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Equiper chaque agent provincial d'une «clé-internet»	CRA	2016
Envisager une petite dotation «communication» pour les élus des coordinations régionales des CRA	UGP/CRA	2016

Composante IV: Gestion du projet et Suivi-Evaluation

39. A partir de 2015, les sessions du Comité de Pilotage se sont tenues conformément aux documents de projet. Le premier PTBA (2014) a été approuvé par le FIDA le 2 octobre 2014. Le PTBA 2015 a été approuvé par le Comité de Pilotage le 30 décembre 2014. Le FIDA n'a transmis ses commentaires au projet que le 5 mars 2015 et donné, sur la base d'une première révision, une approbation partielle puis l'ANO définitif le 8 mai 2015 sur la base d'une seconde révision. Le Comité de Pilotage s'est réuni le 30 juin 2015 pour examiner l'état d'avancement du projet et valider le manuel de procédure et le manuel de mise en œuvre puis le 8 décembre 2015 pour l'adoption du PTBA 2016 (ANO du FIDA le 21 janvier 2016). Une cérémonie de lancement officiel du projet s'est

tenue le 4 juin 2015 à Yako (région Nord) à l'occasion du lancement de la campagne agricole sous l'égide de M. Yacouba Isaac Zida, Premier Ministre du Gouvernement de Transition et avec la participation de M. Ides de Willebois, Directeur de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre au FIDA.

40. Au 31 décembre 2015, l'UGP est fonctionnelle (personnel, locaux, transport et équipements). Le Coordinateur a pris fonction le 1^{er} août 2014, le RSE et le RAF le 10 juin 2014 et les responsables techniques (cellule Aménagements et cellule Economie Rurale) le 1^{er} avril 2015. Ils jouent de façon adéquate leurs rôles d'animation, d'orientation, d'appui méthodologique et de suivi des différents volets du projet. Ils sont appréciés par les autres acteurs. Même s'ils n'ont pas encore «lancé» l'ensemble des volets et instruments du projet, un travail considérable a été réalisé depuis avril 2015. Leurs priorités et leurs méthodes d'intervention ont été bien choisies. Elles sont cohérentes avec la stratégie du projet. La cellule de suivi-évaluation est fonctionnelle. Même si la validation formelle du manuel ne devrait intervenir qu'au cours du premier trimestre 2016, les principaux outils ont été mis en place et les personnels chargés de la collecte formés. Les rapports prévus (FIDA et Gouvernement) ont été produits dans les délais. La Cellule «Administration et Finances» est composée du RAF, de deux comptables et d'un assistant administratif. Le logiciel de comptabilité TOM2PRO sera mis en place avant la fin février 2016. Un contrôleur interne a été affecté par le Ministère de l'Economie et des Finances dès le 15 janvier 2014.

41. Un atelier initial de formation a réuni du 14 au 16 avril 2015 à Kaya (région Centre-Nord) l'ensemble des acteurs du projet (Autorités régionales, Organes centraux des Ministères, DR, élus et personnel des CRA, ONG, projets et programmes partenaires, UGP, FIDA, ainsi que des cadres de l'UGP et des équipes régionales et provinciales des CRA dont le recrutement n'avait pas encore été finalisé). Il a regroupé 96 participants comprenant 20 femmes et 76 hommes. Il a permis de clarifier les stratégies, instruments et procédures du projet et de poser les bases d'une culture commune et de relation partagées entre les acteurs du projet. Deux ateliers «d'immersion» regroupant l'ensemble du personnel nouvellement recruté de l'UGP et des CRA ont ensuite été organisés à Kaya du 19 au 21 mai et à Fada N'Gourma du 10 au 12 juin (56 participants dont 15 femmes). Un atelier d'information-sensibilisation sur le projet a ensuite été organisé en novembre ou décembre dans chacune des douze provinces de la zone d'intervention (1018 participants dont 865 hommes et 153 femmes).

E. État d'avancement de l'exécution du projet

Composante I: Petits aménagements fonciers

42. Le responsable de la cellule aménagements a pris fonction le 01/04/2015. Le recrutement de trois techniciens supplémentaires est en cours. Le responsable de cellule a réalisé un important volume de travail d'animation, de contacts et d'appui méthodologique pour le lancement de l'ensemble des activités de la composante. En particulier des kits d'outils, des notes d'orientation, des canevas, des modèles ont été mis à la disposition de l'ensemble des acteurs. Une stratégie différenciée de mise en œuvre en fonction des différents types d'ouvrage est en cours de rédaction.

43. Hormis des réhabilitations de bas-fonds dans la région de l'Est (voir ci-dessus), la programmation 2015 portait exclusivement sur des activités préparatoires. Un total de 1218 (946 H et 218 F) acteurs ont participé à 24 ateliers d'information et de sensibilisation (au cours du premier trimestre 2015 pour les régions du Nord et de l'Est et du deuxième trimestre 2015 pour la région du Centre Nord) organisés par les CRA.

44. Des équipes pluridisciplinaires associant les DR en charge de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources Animales ont été constituées et ont mené 120 sorties sur le terrain qui ont permis l'identification de 1140 sites potentiels d'intervention (320 bas-fonds, 820 périmètres maraîchers pour des superficies respectives de 8268 ha ⁴(2329 ha au Nord, 3408 ha au Centre Nord et 2531 ha à l'Est) et 3373 ha (1521 ha au Nord, 1247 ha au Centre Nord et 605 ha à l'Est).

⁴ Données en cours de validation par l'UGP.

45. 1133 dossiers (voir tableau ci-dessous) destinés à être présentés aux CPS et aux CAP ont été élaborés par les bénéficiaires avec l'appui des CRA, des STD et de l'UGP. Ils ont été soumis aux CPS en novembre-décembre 2015 et 809 dossiers ont été validés. Les sessions des CAP sont prévues pour le premier et le quatrième trimestre de 2016. **En outre, l'UGP pourra pour la fin de la période sèche 2015-2016 utiliser des procédures «ad hoc» pour réaliser un premier lot d'investissements d'ancrage.**

46. Le recrutement des prestataires d'appui (PAMO) a été entrepris. Le FIDA a validé les listes restreintes régionales au cours du mois d'octobre 2015. Le PV de dépouillement des offres techniques a été transmis le 13/01/2016 au FIDA pour ANO. L'ouverture des offres financières est programmée pour le mois de février 2016.

47. Le recrutement de prestataires (bureaux d'études) pour la réalisation des études d'aménagement de 1000 ha de bas-fonds a été entrepris en janvier 2016 (ANO du FIDA sur l'appel à manifestation d'intérêt donné le 16 janvier 2016).

Régions	Demandes pour bas-fonds		Demandes pour périmètres maraîchers	
	Examinées	Approuvées	Examinées	Approuvées
Nord	65	56	157	154
Centre-Nord	76	58	290	270
Est	202	117	343	154
Total	343	231	790	578

48. **La mission recommande que des instructions claires soient données aux CAP pour que lors de l'examen des demandes portant sur les périmètres maraîchers, une attention particulière soit accordée à l'examen des opportunités de marché réelles afin d'éviter de créer des capacités de production en l'absence de débouchés.**

49. Pour la réalisation des aménagements par les techniques manuelles qui nécessitent le transport de moellons (enrochement des diguettes, cordons pierreux, demi-lunes, etc.) des Avis à Manifestation d'Intérêt ont permis de constituer une flotte de 11 camions dans la région de l'Est et de 9 camions dans la région du Nord. Le processus est en cours au niveau de la région du Centre Nord. Ces opérateurs sélectionnés pourront être contractés directement par les organisations rurales bénéficiaires des appuis du projet pour ces types d'aménagement. En outre 183 paysans aménagistes (93 au Nord et 90 au Centre Nord) ont été formés ou recyclés. Au 15 décembre 2015, la situation des expressions, recensées par type d'aménagement, se présentait comme suit: 7400 ha à protéger en cordons pierreux, 7100 ha à récupérer par la technique du zaï, 250 ha à récupérer par la technique de la demi-lune manuelle et 6 unités de digue filtrante à construire.

50. Trois structures intervenant dans le domaine de la récupération mécanisée des terres dégradées à l'aide de la charrue Delphino ont été identifiées à savoir l'ONG Reach Italia, la Direction Générale des Aménagements et du Développement de l'Irrigation (DGADI) et la Direction du Génie Forestier. Des projets de contrats/protocoles d'exécution sont en cours de finalisation.

51. Sur le volet foncier un certain nombre d'activités préparatoires ont pu être menées par l'UGP au cours de 2015. La DGFOMR a élaboré sa stratégie d'intervention et celle-ci a été débattue les 29 et 30 décembre 2015 lors d'un atelier au cours duquel l'UGP a demandé de mieux prendre en compte les orientations du document de projet. La convention entre le projet et la DGFOMR n'a donc pu être signée. Cependant, quatre ateliers de formation (Ouagadougou du 20 au 22 octobre, Kaya du 24 au 26 novembre, Ouahigouya du 26 au 28 novembre et Fada N'Gourma du 28 au 30 décembre) ont été organisés et animés par la DGFOMR sur les textes législatifs et réglementaires relatifs au foncier et ont regroupé 154 participants (116 hommes et 38 femmes) venant du projet, des CRA et des DR. Un scénario de pièce de théâtre forum sur la problématique du foncier rural et la sécurisation des investissements a été produit à la demande de la DGFOMR avec l'appui de l'UGP et une troupe de théâtre sélectionnée dans chaque région. Des microprogrammes radiophoniques en quatre langues locales sur les objectifs du projet et le contenu de la loi portant régime foncier rural ont été produits et

une liste de radios locales définie. En outre une liste de personnes ressources à mobiliser dans les étapes de sensibilisation a été établie. L'UGP a appuyé la tenue de deux sessions du CORESFR dans chacune des trois régions du projet. Malgré l'absence de convention, le projet a pu mettre à la disposition de la DGFOMR un véhicule double cabine, du matériel informatique et d'animation et des consommables.

52. Le retard pris dans la mise en œuvre du volet foncier risque de retarder, voire de bloquer, les réalisations physiques en matière d'aménagement dans la mesure où l'existence d'ententes foncières locales est un préalable indispensable tant sur les nouveaux sites que sur les sites à réhabiliter, au même titre que le respect de la stratégie de ciblage du projet. **La mission recommande que l'UGP dégage les moyens humains suffisants (responsable cellule aménagement au niveau national et techniciens en cours de recrutement dans les régions, AT CT si nécessaire) pour assurer dès que possible un suivi/animation très rapproché de ce volet et prenne les initiatives nécessaires pour éviter tout blocage ou retard afin de permettre la réalisation des premiers aménagements au cours de la saison sèche 2016-2017. En particulier, très rapidement, des actions de formations spécifiques des membres des CAP sur ces aspects fonciers (et sur le ciblage) devront être menées. La mission recommande également que les processus fonciers soient le plus tôt possible engagés sur les sites réhabilités ou déjà aménagés et qu'une réflexion soit menée et une stratégie définie sur les différents types d'actes juridiques le plus adaptés pour aboutir, au-delà des ententes foncières «ad hoc», à une sécurisation effective des exploitants (APFR, bail, permis d'exploiter, ententes foncières «ad hoc», etc.).**

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Pour la fin de la période sèche 2015-2016, des procédures «ad hoc» pour réaliser un premier lot d'investissements d'ancrage pour les petits aménagements CES-DRS pourront être utilisées	UGP	Juin 2016
Vérifier l'existence d'opportunités de marché pour les périmètres maraîchers	CAP CRA UGP	Fin 2016
Exercer un suivi/animation très rapproché du volet foncier	UGP	Fin 2016
Former les CAP sur le foncier et le ciblage	UGP	Fin 2016
Engager les processus fonciers sur les sites réhabilités et à aménager	PAMO	Fin 2016
Produire un outil d'aide à la décision sur les différents types d'actes juridiques de sécurisation foncière	UGP	Fin 2016

Composante II: Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions

53. La responsable de la cellule «Economie rurale» a pris fonction le 1^{er} avril 2015. Le recrutement d'un cadre chargé de la mise en œuvre du Fonds d'appui et d'un cadre chargé du renforcement des capacités des acteurs du monde rural a été lancé en janvier 2016.

Volet II.1: Renforcement de l'offre de services d'appui-conseil

54. Concernant le recrutement par les CRA de fournisseurs d'appui-conseil, une version provisoire du manuel de procédures d'appel à proposition a été élaborée par l'UGP et trois ateliers régionaux de concertation (Fada N'Gourma les 1^{er} et 2 septembre, Ouahigouya les 8 et 9 septembre et Kaya les 15 et 16 septembre 2015) (119 personnes dont 30 femmes) ont permis de définir les thématiques prioritaires de chaque région. La mise en œuvre des sous-volets de (i) «bourses de partenariat» accessibles à des institutions publiques, et (ii) réseaux thématiques d'innovation n'ont pas été entreprises. L'UGP a présenté à la mission un chronogramme prévisionnel qui devrait permettre d'initier ces volets au sein de chaque région au cours de 2016.

Volet II.2: Appui aux initiatives locales de développement de la production agricole, de l'élevage ou de la valorisation des ressources naturelles

55. Ce volet comprend: (i) un fonds d'appui au démarrage d'activités innovantes dans le contexte local et (ii) les ressources nécessaires à l'opérationnalisation de ce fonds.

56. Le manuel de mise en œuvre du fonds d'appui aux initiatives locales a été mis à jour et approuvé par le Comité de Pilotage en juin 2015. Cela a permis l'organisation de trois ateliers de formation des CRA et des STD (115 participants dont 20 femmes) (11 au 13 août à Fada N'Gourma, 18 au 20 août à Ouahigouya, 25 au 27 août à Kaya) ainsi que l'organisation au cours du troisième trimestre de douze rencontres provinciales d'information (658 personnes dont 112 femmes). Les CRA avec l'appui de l'UGP ont ensuite réalisé au cours du quatrième trimestre 15 sessions de formations sur ce manuel au profit des membres des 12 CPS (248 personnes dont 59 femmes) et des membres des CAP (44 personnes dont 11 femmes). En outre, 2 voyages d'échanges d'expériences ont été réalisés du 21 au 23 décembre dans la région de l'Est au profit des membres des instances d'approbation des projets (31 personnes dont 1 femme) des régions du Nord et du Centre-Nord. Une émission radiophonique (Mooré, Français, Gulmanceman et Yaana) relative au fonds d'appui a été réalisée et diffusée sur les radios communautaires (12 émissions radio diffusées). Des rédacteurs locaux de microprojets ont été identifiés et présélectionnés par les CRA (356 rédacteurs dont Est : 195, Centre-Nord : 68 et Nord : 93). Une partie d'entre eux sera agréée au terme des sessions de formation à réaliser au cours du premier trimestre 2016. Des équipements et mobiliers de bureau ont été acquis au profit des CPS.

57. Les procédures de recrutement des opérateurs chargés de «faciliter» la mise en œuvre du fonds d'appui ont été entreprises et devraient aboutir au cours du second trimestre 2016. Le recrutement du cadre de l'UGP chargé du volet a été lancé en janvier 2016. Le premier trimestre 2016 sera mis à profit pour former les rédacteurs locaux. Les premières décisions de financement de micro-projets devraient être finalisées au cours du troisième trimestre 2016 de manière à permettre la mise en œuvre des micro-projets portant sur des activités de la saison sèche 2016-2017.

58. Au cours de la mission la question de l'éligibilité des «fonds de roulement» a été soulevée. La mission rappelle ci-dessous les dispositions prévues dans le document de projet (Annexe 4 para.57 page 49). *«Le Fonds pourra contribuer pour la prise en charge de coûts de travaux, d'équipements, de formation, d'étude ou de conseil. Dans la mesure où elles seront partie intégrante d'un projet comportant des investissements fixes et ne pourront être obtenues par d'autres canaux, le Fonds pourra couvrir des coûts liés à des dotations initiales en facteurs de production. Par contre les demandes portant uniquement sur du capital circulant (stocks y compris) ne seront pas éligibles pour les activités»*. De la même façon, des dotations initiales du même type pourront être incluses dans les dossiers de financement des bas-fonds, périmètres maraîchers, etc. toujours dans la mesure où elles ne peuvent être obtenues par d'autres canaux (donc semences et engrais seront exclus si prévus par d'autres programmes nationaux).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Veiller à ce que les PAMO MP soient opérationnels au plus tôt	CRA appui UGP	Avril 2016
Définir, en concertation avec l'ensemble des acteurs les orientations régionales 2016 pour les micro-projets à appuyer par le fonds d'appui	CRA	Mars 2016
Finaliser la réflexion en cours sur les mécanismes à mettre en place pour permettre aux CPS et CAP de disposer de ressources financières	CRA	Juin 2016
Dimensionner la durée des sessions CPS et CAP en fonction du nombre de dossiers de projets à analyser	CRA	Pour toutes les sessions

Composante III: Structuration des acteurs et mise en réseaux

Volet III.1: Renforcement des capacités des populations cibles et des OP

59. **Alphabétisation fonctionnelle** L'UGP a organisé à Fada N'Gourma les 3 et 4 août, à Yako les 6 et 5 août et à Kaya les 9 et 10 juillet 2015 avec les CRA, un atelier régional d'information et de concertation avec les acteurs intervenant dans le domaine de l'alphabétisation au profit des acteurs que sont les STD (Agriculture, Environnement, Elevage), ceux de la Promotion de la Femme et du Genre, de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, des opérateurs en alphabétisation, des Associations et ONG. Ils ont regroupé 125 participants dont 29 femmes. Les trois dossiers d'appels à candidature en vue du recrutement des

opérateurs en alphabétisation pour le déroulement des Formations Techniques Spécifiques (FTS) sont en cours de finalisation avec l'appui des DRENA. Le lancement des appels à candidatures par les CRA est envisagé pour le 15 février 2016.

60. **Information Education et Communication (IEC)** Le recrutement d'un prestataire pour l'élaboration de la stratégie IEC globale du projet (y compris plans d'action régionaux et procédures de suivi) a été entrepris par l'UGP. L'avis d'appel à manifestation d'intérêt a été lancé le 28 décembre 2015. L'analyse technique des offres a été réalisée du 15 au 17 janvier 2016. A la suite de ce travail, des opérateurs seront recrutés par les CRA au cours de 2016. Le lancement des premières actions est envisageable pour la fin 2016 ou le début 2017.

61. **Appui aux Organisations Rurales (OR)** La mise en œuvre de ce sous volet n'a pas été initiée. Depuis la conception du Projet (2012), le PROFIL a mis au point des méthodes et des outils d'appui aux Organisations Fautières (OF) et acquis une expérience dans ce domaine. **Neer-Tamba devra utiliser ces acquis pour les appuis aux OF. L'UGP devra organiser le transfert de compétences et, dès 2016, chaque CRA devra lancer un nombre limité d'appuis de ce type (plans de développement ou plan d'action triennal).**

Volet III.2: Appui institutionnel aux CRA

62. Ce volet vise; (i) le renforcement institutionnel des trois CRA de la zone du projet, (ii) la création d'une capacité opérationnelle des CRA à l'échelle provinciale (12 provinces), (iii) le renforcement de la mise en réseau des CRA et (iv) le renforcement des capacités de gestion administrative et financière des trois CRA, mais aussi du BN/CRA.

63. **Renforcement institutionnel des trois CRA** Conformément aux documents de projet, les équipes techniques régionales des CRA ont été renforcées par trois cadres par CRA qui, tous sauf un, ont été recrutés par les CRA et ont pris fonction en avril 2015 (programmation et organisation, formation et communication, comptabilité/gestion). Le processus de recrutement du gestionnaire/comptable de la CRA du Centre-Nord, infructueux, a dû être relancé. Des véhicules, matériels, fournitures et mobiliers de bureau, matériels et équipements informatiques ont été acquis par l'UGP et mis à la disposition des CRA au cours de 2015 ainsi qu'une dotation de fonctionnement. Le projet a également appuyé la tenue de; (i) quatre rencontres de bilan et de programmation (140 participants dont 32 femmes), (ii) six rencontres des bureaux exécutifs des CRA (58 participants dont 2 femmes), (iii) trois sessions statutaires des Assemblées Consulaires Régionales (ACR) des trois CRA (198 participants dont 55 femmes). **La mission recommande que les mesures nécessaires soient prises par la CRA du Nord pour pourvoir le plus rapidement possible le poste de gestionnaire de la CRA.**

64. Un prestataire chargé de l'étude diagnostique des capacités organisationnelles, institutionnelles et techniques des trois CRA et du BN/CRA est en cours de recrutement. L'ouverture des plis et l'analyse technique des offres des soumissionnaires ont été réalisées les 17 et 18 novembre 2015.

65. Le projet a également appuyé la tenue de trois sessions des Cadres de Concertation Régionaux (CCR) et de douze Cadres de Concertation Provinciaux (CCP). Les CCR ont regroupé 227 participants dont 24 femmes et les CCP 697 participants dont 99 femmes.

66. **Capacité opérationnelle des CRA à l'échelle provinciale (12 provinces)** Pour chaque province les CRA ont, conformément aux documents de projet, recruté un binôme d'animateurs (une femme et un homme) dotés d'un véhicule, d'équipements et de moyens de fonctionnement. Dans la région de l'Est et du Nord l'ensemble de ces agents sont fonctionnels depuis avril 2015. Dans la CRA du Centre Nord un poste féminin n'a pas été pourvu (Namentenga) et l'agent masculin du Sanmentenga a démissionné en novembre 2015. **La mission recommande que les mesures nécessaires pour pourvoir ces deux postes soient prises dans les délais les plus brefs par la CRA du Centre-Nord.**

67. **Mise en réseau des CRA** Ce volet n'a pas fait l'objet de réalisations en 2015.

68. **Renforcement de la capacité de gestion administrative (CRA et BN/CRA)** Le BN/CRA a animé du 3 au 7 novembre 2015 une session de: (i) relecture du manuel de procédures administratives et financières des CRA et du BN/CRA ; (ii) l'organisation en décembre 2015 et janvier 2016 de trois sessions de formations au profit des élus et du personnel des CRA sur le manuel finalisé.

69. L'UGP a entrepris le recrutement d'un prestataire pour l'audit des comptes de l'exercice 2015 des CRA et du BN/CRA. L'ouverture des plis et l'analyse technique des offres des soumissionnaires ont été réalisées en décembre 2015. Ce prestataire sera celui chargé de l'audit formel de l'ensemble du projet. Le logiciel TOM2PRO sera installé au BN/CRA et dans les trois CRA en février 2016. Les CRA et le BN/CRA ont été dotés de matériel informatique, mobilier de bureau et un véhicule par structure. Les contrats des 3 cadres du BN/CRA (spécialiste en passation de marchés, contrôleur interne et gestionnaire/comptable) sont en préparation et leur prise de fonction est envisagée pour le 15 février. Les chefs de service administratif et financier des CRA et du BN/CRA ont bénéficié de la formation en passation de marchés dispensée par 2IE dans le cadre du partenariat de cet institut avec le FIDA.

Volet III.3: Appui institutionnel aux Directions Régionales (DR)

70. La mise en œuvre de ce volet n'a pas été initiée par l'UGP. Seuls neuf véhicules ont été acquis (livrés au projet le 15 janvier 2016, en cours de dédouanement et d'immatriculation). **La mission recommande à l'UGP de prendre le plus rapidement possible toutes les mesures pour que ce volet soit mis en œuvre conformément aux dispositions des documents de projet. En particulier, l'UGP doit; (i) adresser immédiatement un courrier demandant au DR d'identifier au moins une fonction régalienne par DR, cohérente avec les objectifs du projet et qui pourrait faire l'objet d'un appui dès 2016, (ii) élaborer et mettre à la disposition des DR un canevas/guide d'élaboration des dossiers à soumettre par les DR à l'UGP, (iii) appuyer les DR dans la définition de leurs priorités et dans l'élaboration des dossiers. Les premiers dossiers d'appui devraient pouvoir être approuvés avant la fin du premier semestre 2016 et les actions entreprises au cours du second semestre. Les véhicules seront remis à chaque DR dès que celle-ci et l'UGP auront validé le choix de la fonction à appuyer par le projet en 2016. Chaque DR affectera alors le véhicule à la fonction choisie.**

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Transférer les acquis du PROFIL en matière d'appui aux OF aux acteurs «Neer-Tamba»	UGP NT et UGP PROFIL	Juin 2016
Lancer une première vague d'appuis aux OR	3 CRA avec appui UGP	Fin 2016
Compléter les équipes des CRA Nord et Centre-Nord	CRA N et CN	Juin 2016
Mettre en œuvre le volet Appui Institutionnel aux DR	UGP + 9 DR	Fin 2016
Identifier les fonctions régaliennes des DR à appuyer	DR avec appui UGP	Fin mars 2016
Montage et approbation des dossiers d'appui aux DR	DR avec appui UGP	Fin juin 2016
Remettre les véhicules acquis aux DR sur la base d'un protocole d'affection	UGP	Fin mars 2016

Composante IV: Gestion du projet et Suivi-Evaluation

71. La lenteur dans la levée des conditions préalables d'entrée en vigueur et de décaissement et le recrutement du personnel clé de l'UGP ont considérablement retardé la constitution de l'équipe et donc le lancement des activités du projet. Le FIDA a donné son accord le 23 mai 2014 pour que le Coordinateur soit choisi sur la base d'une liste restreinte. Il a pris fonction le 1^{er} août 2014. Le RSE et le RAF, le 10 juin 2014. Le recrutement de ces deux derniers agents avait été initié le 18 mars 2014 (ANO du FIDA sur les TdR). La procédure de recrutement du personnel complémentaire de l'UGP a été elle menée en un peu plus de quatre mois (ANO du FIDA sur les TdR le 2 octobre 2014 et le 16 février 2015 sur les propositions de contrats). La responsable de la cellule Economie Rurale et le responsable de la Cellule Aménagement ont pris fonction le 1^{er} avril 2015 ainsi que les deux comptables et les deux assistants administratifs. Un assistant en suivi-évaluation, trois techniciens

supérieurs en génie rural, un cadre chargé de la mise en œuvre du Fonds d'Appui et un cadre chargé du renforcement des capacités des acteurs du monde rural, sont en cours de recrutement (ANO sur les TdR le 9 décembre 2015). A partir de 2016, le contrôleur financier mis en place par le Ministère de l'Economie et des Finances sera pris en charge par le projet.

72. Le FIDA a émis 2 «avis de non objection» en 2013, 5 en 2014, 12 au cours du premier semestre 2015 et 16 au cours du second semestre 2015. Le registre des contrats du projet compte 22 entrées au quatrième trimestre 2014 puis 15, 51, 14 et 65 pour les quatre trimestres de 2015.

73. Dans le cadre de la dévolution des biens du PDRD, trois véhicules ont été affectés au démarrage du projet Neer Tamba mais n'ont pas été remis à l'UGP. L'utilisation de la procédure d'acquisition des véhicules par l'intermédiaire d'une agence des Nations Unies a permis la mise à disposition du projet d'un premier lot de véhicules (23) en 6 mois (mars à août 2015) et d'un second lot (10) en 4 mois (de l'ANO du FIDA le 7 octobre 2015 à la livraison le 21 janvier 2016).

74. Un consultant a été recruté le 14 septembre 2015 pour la préparation du manuel de Suivi-Evaluation. A ce jour, le projet dispose d'une version révisée qui sera soumise pour validation au prochain Comité de Pilotage (juin 2016). **La mission recommande que la mise en place des outils de S&E se poursuive sur la base de la version provisoire disponible et que les possibles amendements introduits par le FIDA ou le COPIL fassent l'objet de prise en compte le moment venu.**

75. Le RSE et les trois cadres régionaux des CRA chargés de l'organisation et de la planification (et du S&E) ont bénéficié du 5 au 8 mai 2015 d'une formation en suivi-évaluation participatif et le RSE d'une formation (13 au 16 juin 2015) sur la conception des manuels de suivi-évaluation et sur la méthode SYGRI. Ces deux formations ont été administrées par l'institut 2iE dans le cadre de l'accord de partenariat existant entre celui-ci et le FIDA. Le personnel de l'UGP a bénéficié d'une formation sur l'utilisation du logiciel MSProject du 21 au 24 décembre.

76. Une enquête socio-économique de base répondant aux normes du FIDA et une enquête SYGRI ont été réalisées respectivement du 30 novembre au 14 décembre et du 18 au 31 décembre 2015. Les rapports devraient être disponibles au cours du premier trimestre 2016. Les informations SYGRI (Système de gestion des résultats et de l'impact) 2015 ont été transmises au FIDA le 30 janvier 2016. Dans l'avenir, lorsque le volume de réalisations sera important, il ne paraît pas évident qu'il soit possible à la cellule de collecter, de vérifier et d'organiser toutes les informations annuelles entre le 1^{er} et le 31 janvier (nouvelle date butoir demandée par le FIDA).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre en place les outils de suivi-évaluation sur la base du manuel provisoire	S&E UGP	Juin 2016
Prendre en compte les observations du FIDA et du COPIL sur ce manuel	S&E UGP	2016

F. Aspects fiduciaires

77. **Gestion administrative:** Le manuel des procédures administratives financières et comptables du Neer Tamba applicable par l'UGP, élaboré en octobre 2015, a été revu suite aux commentaires du FIDA. La version amendée a été examinée par la mission, toutes les observations ont été prises en compte. Le logiciel comptable TOM2PRO en cours d'acquisition est prévu être opérationnel (UGP + CRA) avant la fin du mois de février 2016.

78. La mission attire l'attention de l'UGP sur le fait que le projet de nomenclatures budgétaires dont elle a eu connaissance n'est pas suffisamment cohérent avec la structure du projet (composantes, sous-composantes, volets, sous-volets, actions). **La mission recommande qu'il soit revu avant son introduction dans TOM2PRO à partir d'une relecture rigoureuse des documents de projet (pages 8 à 14 du Document Principal). Les modifications à introduire concernent toutes les**

composantes mais en particulier les cellules «Aménagement» et «Economie Rurale» doivent être encadrées chacune dans leur composante respective (C1 et C2). Au sein de la composante 4 devraient être distingués les volets de i) coordination, ii) suivi-évaluation, iii) administration et finances. Une version révisée devrait être soumise pour approbation au FIDA le plus rapidement possible.

79. Les CRA disposent d'un manuel de procédures élaboré sur financement PADAB II, une relecture dudit manuel est envisagée afin d'en faire une base utilisable par l'ensemble des CRA et le BN/CRA tout en assurant sa cohérence avec celui de l'UGP. Le personnel à recruter par le Neer Tamba est opérationnel dans la CRA Est. Concernant le BN/CRA les contrats du spécialiste en passation de marché, du contrôleur interne et d'un comptable sont en cours de signature, de même que pour celui du comptable de la CRA-CN. Par contre le recrutement du comptable de la CRA-N a été infructueux.

80. **La mission recommande: i) l'organisation d'une présentation du manuel des procédures administratives financières et comptables à l'ensemble du personnel du Neer Tamba, ii) la relecture du manuel des procédures des CRA et de lancer un processus devant conduire à son adoption par l'ensemble des CRA, iii) l'installation, le paramétrage du logiciel TOM2PRO et la formation des utilisateurs directs mais aussi des cadres techniques, iv) d'accélérer le recrutement d'un comptable pour la CRA Nord.**

81. **Gestion du personnel.** Les contrats de travail arrivés à terme ont été renouvelés, la mission a constaté que celui du Coordonnateur échu le 31 juillet 2015 est en cours de signature au niveau du MINEFID. **La mission recommande au Gouvernement de finaliser le processus de renouvellement du contrat du Coordonnateur.**

82. **Contrôle interne.** Dans l'ensemble le contrôle interne est assuré de façon satisfaisante, la mission a constaté une absence de suivi comptable des avances dans le cadre des activités du projet (ateliers, rencontres etc.) qui se traduit par le non reversement dans des délais raisonnables des reliquats. **La mission recommande que la version définitive du manuel de procédures soit complétée par la description d'une procédure de gestion des ateliers.**

83. **Comptabilité.** En attendant la mise en place du logiciel TOM2PRO, prévue au cours du mois de février 2016, l'UGP et les CRA tiennent une comptabilité de trésorerie à travers un journal Banque sur Excel. Cette comptabilité est à jour au 31/12/2015.

84. Dans le cadre de l'exécution du Neer Tamba au niveau des CRA et BN/CRA, il a été envisagé d'installer TOM2PRO (multi projets, multi sites) au niveau de chaque CRA pour la saisie de la comptabilité et le suivi des marchés. **A cet effet la mission recommande de s'assurer que les logiciels installés au niveau des CRA seront considérés par le fournisseur comme propriété de chaque CRA et que toutes les licences acquises permettront de gérer plusieurs financements.**

85. Le BN/CRA et les CRA ne tiennent pas de comptabilité patrimoniale retraçant toutes les ressources et dépenses. A la CRA/Est la mission a constaté sur base de test que certaines pièces justificatives n'ont pas été trouvées, ce qui n'est pas acceptable. **La mission recommande: (i) que le rattrapage de la comptabilité au 31/12/2015 soit réalisé sur le logiciel TOM2PRO dès son installation, (ii) la tenue d'une comptabilité patrimoniale par les CRA et le BN/CRA.**

86. **Le registre des contrats:** En attendant l'installation du logiciel de comptabilité, le suivi des contrats tant au niveau de l'UGP qu'au niveau de la CRA-Est est fait sur Excel. La mission a noté qu'au niveau de l'UGP le registre des contrats est mis à jour contrairement à la CRA-Est. **La mission recommande à la CRA-Est la mise en jour régulière du registre des contrats.**

87. **Immobilisations.** L'UGP dispose d'un registre des immobilisations à jour, par contre la CRA/Est possède un registre des immobilisations tous bailleurs, sans précision de la source de financement. **La mission recommande l'utilisation du module immobilisations de TOM2PRO**

pour la constitution d'un fichier immobilisation par l'UGP et les CRA, ce qui implique leur marquage.

88. **Le PTBA 2015** a été adopté le 30/12/2014 par le Comité de Pilotage et approuvé le 08/05/2015 par le FIDA pour un montant de 2 674 224 232 FCFA. Le montant par bailleur est de 713 159 408 FCFA pour la contrepartie de l'Etat et 1 961 064 824 FCFA pour le FIDA. Le taux d'exécution financière du PTBA 2015 par composante au 31/12/2015 est le suivant :

Composante	Taux en %
Petits aménagements fonciers	40,49%
Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions	26,13%
Structuration des acteurs et mise en réseaux	63,25%
Gestion et suivi évaluation	95,40%
Global	63,08%

Par catégorie, le taux d'exécution financier du PTBA 2015 est le suivant :

Catégorie	Taux en %
Génie civil	63,43%
Equipement et matériel	67,74%
Service	54,45%
Fonds d'appui	0%
Salaires et indemnités	64,78%
Fonctionnement	79,73%
Global	63,08%

89. **Audit des comptes.** Le recrutement de l'auditeur pour le premier exercice du Neer Tamba est en cours de finalisation.

90. **Décaissements.** Au 31/01/2016 le projet a décaissé 4,20% sur le prêt 895 et le don 8111 A (y compris le dépôt initial) ; hors dépôt initial le prêt/don est décaissé à hauteur de 2,18%. Sur le don 8111 le projet a décaissé 4,15% en prenant en compte les DRF 1 à 3 (y compris le dépôt initial); hors dépôt initial le don est décaissé à hauteur de 2,18%.

91. **Compte spécial du Prêt et des Dons.** Le compte spécial a été consolidé au 31/12/2015 comme suit :

Dépôt initial Don	500 000 000	
Dépôt initial Prêt/Don	300 000 000	
Solde compte désigné BCEAO		70 462 571
Solde compte opération (UGP)		141 709 473
Solde compte secondaire opération BN-CRA		11 718 391
Solde compte secondaire opération CRA-EST		919 387
Solde compte secondaire CRA-NORD		4 237 288
Solde compte secondaire CRA -Centre-Nord		4 180 259
DRF au FIDA pas encore créditées (DRF 003 Don)		244 262 458
DRF en préparation		327 774 004
Totaux	800 000 000	805 263 831
Ecart (fonds de contrepartie dans les comptes BN/CRA et CRA)	5 263 831	

92. L'écart dégagé dans le rapprochement du compte désigné est expliqué par l'utilisation des comptes secondaires ouverts au niveau des CRA et du BN/CRA pour recevoir les ressources de la contrepartie. La mission rappelle que les comptes secondaires étant partie intégrante du compte désigné, ils ne doivent recevoir que les fonds FIDA. **La mission recommande l'ouverture de comptes séparés au niveau du BN/CRA et chaque CRA pour les ressources de la contrepartie.**

93. **Etats certifiés des dépenses (ECD).** La mission a passé en revue un échantillon des dépenses sous ECD de la DRF n°3 du Prêt I-895-BF et du Don n°I-8111 A-BF et la DRF n°3 du don

DSF 8111-BF. Elle a constaté que la plupart des pièces comptables des ECD sont justifiées et que globalement les dépenses effectuées sont éligibles et conformes aux Accords de financement du projet. Néanmoins, la mission a relevé sur la pièce BLFU/0007/2014 qu'un membre de la Commission du recrutement du personnel complémentaire du projet a émargé sur la liste de présence le premier jour et a été pris en charge pendant cinq jours et qu'un «spécialiste conduite» a été pris en charge pendant 5 jours sans avoir émargé sur les listes de présence (incidence 135 000 FCFA). D'autre part la mission a noté que certains contrats ne comportent pas de dates ou la signature du prestataire ou du RAF. La mission a noté par ailleurs que les reliquats sur avances de fonds pour la réalisation d'activités, notamment des ateliers, ne sont pas reversés dans des délais acceptables en banque; plusieurs cas ont été relevés: (i) des versements allant de 50 jours à plus de 10 mois après la fin de l'activité, (ii) des reliquats non reversés en banque mais utilisés pour d'autres activités. Par conséquent des sommes souvent importantes ne sont pas constatées en comptabilité ni sécurisées. **La mission recommande: (i) le reversement du reliquat sur avance de fonds en banque dans un délai n'excédant pas 5 jours après la fin de chaque activité, (ii) le remboursement des dépenses jugées inéligibles pour 135 000 FCFA.**

94. **Fonds de contrepartie.** Les versements effectués sur le compte de contrepartie ont été (en FCFA) :

Année	Budgétisation	Montant versé
2014	74 500 000	74 500 000
2015	1 517 763 000	684 381 500
Totaux	1 592 263 000	758 881 500

95. Le projet «Neer Tamba» n'aurait pas mobilisé le reliquat de 833 381 500 FCFA du budget 2015 du fait des liquidités jugées importantes en relation aux activités. Pour 2016 la contrepartie inscrite au budget représente 1 260 000 000 FCFA. Du fait que l'Accord de financement prévoit un cofinancement systématique sur toutes les catégories de dépenses, un retard ou une insuffisance de la contribution de l'Etat aurait des répercussions immédiates sur l'activité du projet. **La mission recommande donc à l'avenir de mobiliser la totalité de la contrepartie inscrite au budget, afin d'éviter tout retard dans la mise en œuvre imputable éventuellement au manque de ressource de la contrepartie.**

96. **Plan de Passation de Marché (PPM).** Le PPM a été approuvé par le FIDA le 08 mai 2015. La mission a constaté que le suivi de l'exécution du PPM est assuré en ce qui concerne les marchés relevant de l'UGP. La mission a noté l'absence d'un PPM spécifique à la CRA-Est. La mission a procédé à l'analyse d'un échantillon de dépenses (UGP et CRA/Est) notamment les factures des prestataires de services et elle note que le principe de consultation de trois fournisseurs est respecté. **La mission recommande que chaque CRA et le BN/CRA se dotent d'un PPM, ce qui leur sera nécessaire pour pouvoir passer des marchés dans le cadre régional (voir ci-dessous).**

97. Par ailleurs la mission a rencontré le Directeur Régional du Contrôle des Marchés et des Engagements Financiers (DRCMEF) de la Région Est à propos des seuils de passation de marchés au niveau régional. Le Directeur a précisé que la Commission d'Attribution des Marchés Publics crée au sein de la CRA/Est est compétente pour les marchés en dessous de 200 millions chaque fois que la CRA/Est est Maître d'Ouvrage Délégué (MOD) et que les marchés concernés soient inscrits dans son PPM préalablement déposé auprès de la DRCMEF. **La mission recommande: i) que les marchés relatifs aux aménagements en dessous de 200 millions de FCFA soient passés au niveau des CRA afin d'en faciliter la mise en œuvre dans des délais raisonnables; ii) que cette possibilité soit explorée pour permettre au PROFIL (qui est MOD) de passer certains marchés à Ouahigouya. La mission recommande également que soient organisées par le Bureau Pays du FIDA de façon régulière (2 fois par an) des sessions de formations/recyclage animées par la Direction Générale de Contrôle des Marchés et des Engagements Financiers DGCMEF et ouvertes à l'ensemble des acteurs et partenaires du portefeuille FIDA du pays.**

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser la nomenclature budgétaire principale	Coordo. et RAF UGP	Février 2016
Vulgariser le manuel de procédures au sein de l'UGP	RAF	Février-Mars 2016
Réviser le manuel des CRA et entamer le processus d'adoption par l'ensemble des CRA	CRA/BNCRA appui UGP	Fin 2016
Installation du logiciel TOM2PRO et formation des cadres	UGP/CRA	Février 2016
Accélérer le recrutement du comptable de la CRA-Nord	CRA N appui UGP	Février 2016
Renouveler le contrat du Coordinateur	MAAH/MINEFID	Février 2016
Introduire une fiche «Gestion des Ateliers» dans les manuels + 5 jours max pour reversement	UGP	Février 2016
Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Vérifier les termes des licences TOM2PRO	UGP	Février 2016
Introduire les comptes 2015 dans TOM2PRO	UGP, CRA, BNCRA	Juin 2016
Instituer une comptabilité patrimoniale	CRA, BN/CRA	Fin 2016
Mettre à jour le registre des contrats	CRA E	Février 2016
Utiliser le module immobilisations de TOM2PRO	UGP, CRA, BNCRA	Fin 2016
Ouvrir des comptes séparés pour les fonds de contrepartie	CRA, BN/CRA	Fin 2016
Mobiliser l'intégralité de la contribution nationale annuelle	UGP	Fin 2016
Doter les CRA et le BN/CRA d'un PPM	CRA avec appui RAF UGP	Fin 2016
Utiliser les possibilités de passation de marché à l'échelle régionale	Tous acteurs du Neer Tamba et Projets FIDA	Fin 2016
Recruter un spécialiste en passation des marchés	MAAH	Septembre 2016
Mettre en place un système d'évaluation du personnel pour conditionner le renouvellement des contrats à la bonne performance	MAAH	Juillet 2016
Organiser régulièrement des échanges/formations/recyclages avec la DGCMEF à destination des acteurs des projets FIDA	Bureau pays FIDA	Tous les semestres à partir du second semestre 2016

G. Durabilité

98. Les méthodes et les approches et les standards choisis par le projet apparaissent, à la mission, de nature à organiser la durabilité des réalisations. Elles devront bien sur le moment venu être évaluées en fonction des premiers résultats et perfectionnées.

99. En particulier, le choix de confier la mise en œuvre à des institutions pérennes (CRA pour les appuis directs aux groupes cibles et DR pour les fonctions régaliennes liées à ces appuis) et de fixer ces acquis au sein de la société civile (Organisations de producteurs notamment) et du secteur privé permet d'envisager la poursuite et la consolidation des acquis du projet au-delà de sa date d'achèvement. Cette perspective de durabilité devrait être renforcée par l'importance donnée dans le cadre du projet à la concertation et la mise en partenariats entre ces acteurs.

100. Il commence déjà à apparaître que les équipes techniques placées au sein des CRA (région et province) permettent à celles-ci d'élargir l'éventail de leurs partenariats. A ce stade initial, il s'agit, essentiellement, d'autres partenaires/projets/sources d'appui qui demandent aux CRA de les appuyer dans la sensibilisation, l'identification de bénéficiaires ou l'évaluation de leurs actions⁵.

Progressivement des collaborations plus étroites et nombreuses devraient apparaître. Déjà une initiative pour combiner des appuis «Neer Tamba» avec ceux d'un autre projet semble être en train de naître dans la province du Gourma. **La mission recommande que ce type d'initiative soit encouragé et que leur nombre soit multiplié.** Le nombre et la nature des partenariats «créés» ou appuyés par le projet constituera un indicateur clé de sa réussite en termes de durabilité. **La mission recommande que le dispositif de suivi-évaluation tienne un «registre» de ces partenariats notamment ceux où les ressources du Neer Tamba sont «combinées» avec celles d'autres projets.**

⁵ PASPRU, PROFIL, PAPS, PDA/GIZ, PRRIA, REGIS AG, FAFPA, PAFASP, etc.

101. Cependant, même si la volonté politique de miser sur les CRA et de promouvoir leur développement et leur renforcement a été plusieurs fois réaffirmée, peu d'avancées ont été réalisées pour leur permettre de se doter de ressources pérennes suffisantes pour asseoir les bases de leur fonctionnement. La contribution directe de l'Etat reste limitée et parfois difficile à mobiliser. Plusieurs autres pistes ont été envisagées (cartes professionnelles, taxes parafiscales ou contributions «volontaires obligatoires», taxe additionnelle sur le foncier, etc.) sans qu'elles aient pu être concrétisées ni-même approfondies. Il faut cependant noter qu'une première avancée de ce type a été réalisée pour ce qui concerne les organisations interprofessionnelles des filières agricoles, sylvicoles, pastorales, halieutiques et fauniques par l'adoption le 9 septembre 2015 d'un décret d'application de la loi n° 050-2012/AN du 30 octobre 2012, lequel fixe les conditions de l'institution, de l'extension et de la perception d'une contribution forfaitaire obligatoire au profit de ces organisations. **Il serait souhaitable que les CRA, par le canal de leur instance nationale (BN/CRA) dialoguent avec le Gouvernement pour étudier les différentes options et formaliser des mesures permettant aux CRA de se doter d'une base juridique leur garantissant des ressources pérennes.**

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Encourager et multiplier les montages d'actions combinant ressources «Neer Tamba» et autres sources	CRA, DR, OP, UGP	Permanent
Etablir un «registre» des «partenariats»	S&E CRA et UGP	2016
Accompagner les CRA dans leur dialogue de politiques avec l'Etat en vue de les doter d'une base juridique leur garantissant des ressources pérennes	UGP CRA, BN/CRA, Gouv.	A partir de juillet 2016

H. Autres aspects: Interprétation du cadre de «ciblage» du projet

102. Le projet «Neer Tamba» est essentiellement constitué d'instruments de réponse à des demandes. Il n'est donc pas question de traduire les objectifs de ciblage en termes de nombre de villages en une démarche de définition «ex-ante» de zones et de villages d'intervention. Il s'agit plutôt de traduire la stratégie de ciblage du projet dans les orientations données aux instances de programmation et de décision (CPS et CAP notamment) de manière à privilégier les zones les plus pauvres et à rester centrés sur les ruraux les plus pauvres, les femmes et les jeunes. Par ailleurs, tout en évitant une dispersion excessive des appuis, il ne s'agit pas non plus de concentrer tous les appuis «Neer Tamba» sur les mêmes bénéficiaires. En particulier les démarches qui permettraient aux appuis «Neer Tamba» de renforcer ou consolider des appuis fournis par d'autres projets ou acteurs sont tout à fait recommandées (voir ci-dessus paragraphe sur la «Durabilité»).

I. Conclusion

103. L'année 2015 a été l'année réelle de démarrage du projet alors que cette phase était envisagée pour 2013. Malgré la qualité et le volume de travail fournis, en 2015, par les équipes du projet, celui-ci n'atteindra son rythme de croisière qu'à la fin de 2016. Lors de sa conception, une durée de huit ans avait été jugée nécessaire pour permettre la réalisation des activités y compris la consolidation de leur impact.

104. La mission tient cependant à saluer le travail réalisé en 2015 tant au niveau de l'UGP que des CRA. Elle a pu vérifier une nouvelle fois la pertinence des stratégies et des instruments du projet ainsi que leur potentiel d'impact pour la réduction de la pauvreté rurale et le renforcement de dynamiques de développement associant les différents acteurs aux échelles régionales et locales.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Projet “Neer Tamba”

Pays	Burkina Faso			No. du projet	1580 [1100001580]	No. du prêt/don DSF	1000004400
Projet	Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions					Prêt/don DSF suppl.	2000000054, 2000000064
Date de mise à jour	11/03/2016						
Inst. responsable de la supervision	IFAD						
Nbre de Supervisions	1	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1				
Dernière Supervision	10/02/2016	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	15/04/2015				

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	13/12/2012			Coût total	117.45	
Accord	04/02/2013	Délai d'entrée en vigueur	8.7	FIDA Total	80.14	
Entrée en vigueur	30/08/2013	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	14.49	4
Premier décaissement	29/10/2014			Don DSF	65.65	4
Examen à mi- parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	30/09/2021	Dernier audit		field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	30/09/2021			Financement national total	30.04	
Clôture	31/03/2022			Beneficiaries	5.91	0
Nbre de prolongations	0			National Govern	24.13	0
				Cofinancement total externes	7.27	
				GEF	7.27	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	1	2	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	4	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	5
6. Qualité et ponctualité des audits	4		6. Efficacité du ciblage	4	4

7. Innovation et leçons apprises	4	4
8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Petits aménagements fonciers échelle villageoise	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Intensif petites exploitations+valoris productions	4	4	2. Autonomisation	4	4
3. Structuration et mise en réseau des acteurs	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

Malgré entrée en vigueur en 2013, 2015 est année réelle de démarrage. Rythme de décaissement 2015 satisfaisant, mais encore retard important. Allocation annuelle Gouvernement 2015 suffisante, même si mobilisée seulement le 2/7. Malgré approbation 1^{er} financement le 13/12/12, conditions de décaissement remplies seulement en sept 2014 et 1^{er} décaissement reçu le 29/10/14. Acquisitions de véhicules par UNOPS ont permis mise à disposition en 4 mois. Deux derniers recrutements ont duré également 4 mois. Archivage des pièces de passations de marché par CRA reste à améliorer en 2016 (avec appui du spécialiste qui prendra fonction en févr). Compte tenu date 1^{er} décaissement le projet ne doit pas réaliser audit pour 2014. COPIL et UGP fonctionnels et assurent le pilotage. Compétences/performances du personnel recruté (UGP/CRA) adéquats. Quelques postes clé CRA seront pourvus seulement en 2016. S&E é a fourni tous les rapports/informations dans les délais. Rapports enquêtes de base 2015 seront disponibles au 1^{er} trim 2016. Manuel S&E disponible, sera validé par COPIL en juin 2016. Beaucoup de personnel UGP/CRA pris fonction seulement en avr et véhicules mis en circulation en oct. Activités perturbées par instabilité politico-militaire. Cependant PTBA exécuté à 63% (termes financiers) et 70% (termes physiques). Informations ventilées par genre. Ciblage «genre» satisfaisant. Participation des femmes dans décision (CPS et CAP) devra être renforcée en 2017. Premières actions d'ancrage 2015 choisies pour potentiel d'impact sur réduction pauvreté et caractère «auto-ciblant». Au-delà, UGP et CRA (acteurs clés) ont donné priorité en 2015 aux étapes préalables visant directement groupes cible (aménagements collectifs/individuels, alphabétisation, micro-projets, etc.). Stratégie de ciblage exposée lors des sessions de sensibilisation/formations notamment pour CPS/CAP. Pas encore produit d'innovations, néanmoins prolonge innovations techniques/organisationnelles/institutionnelles du PROFIL/PDRD/ICOFA, ainsi que PADAB II, PAPSA ... Ensemble des actions permettront amélioration résilience populations cible aux changements climatiques.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Hormis l'important retard dans le démarrage du projet, la progression a été satisfaisante en 2015 mais les premiers résultats ne seront obtenus qu'à partir de 2016. Les CRA appuyées par le Projet sont fonctionnelles. Elles ont encore besoins d'appuis pour jouer pleinement leur rôle. Les méthodes, procédures et instruments du projet sont conçus dans des logiques d'autonomisation, de participation de bénéficiaires et de renforcement qualitatif de l'offre de services qui leur sera rendue accessible. Les résultats resteront cependant à vérifier. La délégation de maîtrise d'ouvrage aux CRA constitue déjà un élément clé de la stratégie de sortie du projet. Les instruments et acteurs mis en place et/ou renforcés sont pérennes (CRA, DR) et déjà utilisés par d'autres projets. Leur champ d'intervention pourra être accru et élargi (autres thèmes et autres régions).

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Le logiciel comptable ne sera mis en place qu'en février 2016. Le système EXCEL utilisé en 2015 ne permet pas de garantir la fiabilité et l'exhaustivité des informations
Avancement de l'exécution du projet	En 2015, les événements politiques traversés par le pays ont été à l'origine de retards. A partir de 2016, la mobilisation des contributions du Gouvernement et des bénéficiaires deviendra un paramètre déterminant
Produits et réalisations	Le volume réalisation reste en 2015 très limité. La qualité est satisfaisante. Le défi pour les années qui viennent sera de maintenir cette qualité tout en assurant des volumes de réalisations importants

	dans l'ensemble des volets du projet.
Durabilité	Les CRA ne disposent pas en 2015 d'une base de ressources financières pérennes à même de garantir leur capacité à fournir les services au-delà de la durée du projet. Un dialogue de politiques sur cet aspect devra être entrepris à partir de 2016 (CRA, projet, Gouvernement, FIDA et autres PTF).

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
ressources humaines des CRA	La fonctionnalité et le dynamisme des équipes des CRA sont limités, certains postes au sein des équipes régionales et provinciales n'étant pas pourvus Doter les CRA de ressources humaines adéquates pour l'ensemble des postes régionaux et provinciaux	juin 2016	
securisation foncière	Le lancement des processus de sécurisation foncière n'a pas encore été entrepris ce qui pourrait bloquer les réalisations d'aménagements collectifs Engager les processus fonciers sur les sites réhabilités et à aménager	juin 2016	
volets appui institutionnel et bourses de dotation	Le volet d'appui institutionnel aux DR (C3) et le volet « bourses de dotation » (C2) n'ont pas été mis en œuvre en 2015 limitant la capacité d'intervention des acteurs publics ou parapublics dans les activités du projet Mettre en œuvre ces deux volets	juin 2016	
passation des marchés	Les procédures nationales de passation de marchés restent insuffisamment connues et/ou maîtrisées par les acteurs des projets appuyés par le FIDA, cela d'autant plus qu'elles évoluent Organiser régulièrement des échanges/formations/recyclages avec la DGCMEF à destination des acteurs des projets FIDA	Second Semestre 2016	

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Niveau d'atteinte de l'indicateur	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
	Objectif principal:			
Améliorer les conditions de vie et les revenus des populations rurales les plus défavorisées du Nord, Centre-Nord et Est du Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction de l'indice de pauvreté régionale ▪ Augmentation de l'indice d'accumulation des actifs/biens* ▪ Réduction de la prévalence de la malnutrition chronique des enfants <5 ans ** ▪ Réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë des enfants < 5ans** malnutrition aiguë* ▪ Réduction de la prévalence de l'insuffisance pondérale des enfants < 5 ans en insuffisance pondérale* ▪ Réduction de la part des ménages touchés par l'insécurité alimentaire (réduction de la durée de la période de soudure)** 		<p>Statistiques de l'INSD</p> <p>Statistiques Régionales de la Production Agricole</p> <p>Etudes de cas et enquêtes par échantillonnage Enquête d'impact SYGRI</p> <p>■</p>	<p>Stabilité socio-politique</p> <p><i>Elections démocratiques tenues à l'échéance prévue</i></p> <p>Aléas naturels</p> <p><i>Potentiel avéré d'amélioration de la résilience par des techniques de CES/DRS simples et de petits aménagements fonciers</i></p> <p>Risque de trajectoires de développement produisant de l'exclusion sociale au sein des groupes vulnérables</p> <p><i>Culture et volonté politique nationale d'inclusion sociale et de développement équilibré et équitable</i></p>
	Objectif de développement du Projet/Programme:			
Appuyer 40 000 ménages ruraux les plus pauvres ciblés, notamment les femmes et les jeunes, à construire et renforcer leur autonomie et leur capacité à jouer un rôle moteur croissant, pleinement reconnu par les autres acteurs, dans la construction d'un tissu économique et social durable	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmentation globale des revenus des ménages ciblés de 18 millions de \$EU par an ▪ Nombre de ménages disposant d'un droit de jouissance garanti à long terme sur les ressources naturelles ** ▪ Durabilité probable (après 3 ans) des groupes de production agricole/animale créés/consolidés: 95% de groupes opérationnels/fonctionnels** 		<p>Statistiques nationales</p> <p>Cadre stratégique du secteur rural, politiques sectorielles, stratégies filières nationales et régionales</p> <p>Rapports d'activités des CRA, opérateurs, partenaires de mise en oeuvre</p>	<p>Environnement favorable à la responsabilisation et au développement des acteurs ruraux privés et publics</p> <p>Faible capacité initiale et éventail incomplet des outils/services et/ou acteurs</p> <p><i>Poursuite de la transition initiée (décentralisation) et de l'appui au secteur rural (OP par filière, tenue d'Etats Généraux de l'Agriculture, CRA, etc.), constance de la ligne politique et stratégie de modernisation du secteur rural en cours (PNSR, analyse et réformes institutionnelles, etc.)</i></p>

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Niveau d'atteinte de l'indicateur	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Effet 1: La résilience des ménages, des exploitations et des villages face aux aléas climatiques est accrue	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Nombre d'hectares supplémentaires cultivés**</i> <ul style="list-style-type: none"> - 6 000 ha irrigués (bas-fonds) mis en culture - 600 ha de terres cultivés en maraîchage ▪ >80% des infrastructures encore en service après 3 ans** ▪ 10 500 ha de terres améliorés par des mesures de conservation des sols et de l'eau** ▪ 100% des ménages sont sécurisés par des accords fonciers négociés 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 169 ha de bas-fonds ont été réhabilités et mis en culture en 2015 dans 14 villages de la région de l'est 	Statistiques nationales Cadre stratégique du secteur rural, politiques sectorielles, stratégies filières nationales et régionales Rapports d'activités des CRA, opérateurs, partenaires de mise en œuvre	Résistances à l'accès des populations cibles à des droits fonciers équitables et durables <i>Qualité du processus participatif de diffusion et explication de la nouvelle législation foncière</i>
Produits: 1.1 Les aménagements productifs ont accru la gestion rationnelle de l'eau et la fertilité du sol et le capital foncier des ménages a augmenté 1.2 L'accès des groupes cibles vulnérables à ce capital foncier est accru	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 6 600 ha de périmètre d'irrigation aménagés/remis en état** ▪ 10 500 ha faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols** <ul style="list-style-type: none"> - 5500 ha avec technique manuelle - 5000 ha avec techniques mécaniques ▪ 1000 groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés, 7000 membres (H/F/J), 100% avec femmes dans les instances de direction** ▪ 12 topographes formés et installés ▪ 1000 accords fonciers délivrés sur les nouveaux aménagements (par type et genre) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 169 ha de bas-fonds ont été réhabilités et mis en culture en 2015 dans 14 villages de la région de l'est ▪ 14 groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés, ▪ 149 membres de groupe de gestion dont 41 Femmes et 108 hommes ▪ (13 sur 14) 93% avec femmes dans les instances de direction** 	Registre des Services Fonciers Ruraux <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'activités des CRA, DGFOMR, et opérateurs/partenaires de mise en œuvre Registre des Services Fonciers Ruraux <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'activités des CRA, DGFOMR, et opérateurs/partenaires de mise en œuvre 	
Effet 2: Les activités agricoles et d'élevage sont intensifiées et diversifiées, les productions agro-sylvo-pastorales sont valorisées et sont "vertueuses" en terme d'environnement et de gestion durable des	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Amélioration de la production agricole et animale** ▪ Production additionnelle annuelle: <ul style="list-style-type: none"> - 8.000 t de sorgho, - 25.000 t de riz paddy, 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enquêtes annuelles sur échantillon et études de cas ▪ Statistiques agricoles régionales 	Difficulté d'accès physique aux marchés et structuration limitée des filières <i>Stratégies de développement des principales filières bien définies et en cours de mise</i>

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Niveau d'atteinte de l'indicateur	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> - 9.000 t de tubercules - 16.000 t de produits maraichers ▪ >80% de producteurs agricoles (H/F/J) faisant état d'une augmentation de leur production/rendement** ▪ >80% de producteurs agricoles (H/F/J) ayant adopté les techniques recommandées** ▪ >50% de petits éleveurs (H/F/J) faisant état d'un accroissement de leur troupeau** ▪ Création de possibilités d'emploi (nombre et type) 			<p><i>en œuvre en complémentarité/synergie avec d'autres partenaires techniques et financiers</i></p> <p><i>Poursuite du développement des infrastructures de transport et de communication par les autres PTF</i></p>
<p>Produits:</p> <p>2.1 Les capacités de production et de gestion durable des terres des petits producteurs sont renforcées</p> <p>2.2 Les promoteurs d'initiatives locales de développement sont appuyés dans leur démarrage</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 40 000 personnes (H/F/J) ayant accès à des services d'appui-conseil ** ▪ 36 000 personnes formées en pratiques et techniques de production agricole/animale (H/F/J)** ▪ 57 réseaux thématiques créés et/ou soutenus, 150 acteurs associés ▪ 2 000 personnes (H/F/J) ayant accès à des fonds de développement communautaire (Fonds d'Appui, par type de microprojet)** ▪ 2 900 personnes formées dans le domaine des activités génératrices de revenus (H/F/J) ** 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'activités des CRA, STD et opérateurs/partenaires 	
<p>Effet 3:</p> <p>Les populations cibles et leurs organisations, leurs représentants locaux, les CRA et les directions régionales sont mieux structurés et leurs capacités sont renforcées pour une mise en réseau</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 3 CRA et 9 DR opérationnelles (après 3 ans) ▪ >80% des OP et CVD appuyés sont opérationnels ▪ Amélioration des performances des CRA et DR: Offre et qualité des services 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enquêtes annuelles sur échantillon et études de cas ▪ Statistiques nationales, régionales, locales 	<p>Nombre et éventail limités d'acteurs aux capacités initialement très faibles</p> <p>Mobilité des ressources humaines les plus compétentes</p> <p>Appui limité de l'Etat dans les limites de son rôle régalien</p>
<p>Produits:</p> <p>3.1 Les producteurs sont alphabétisés, informés et organisés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 17 000 apprenants des cours d'alphabétisation fonctionnelle (H/F/J) ▪ >15 000 personnes ayant accès au 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Evaluations, études de cas ▪ Rapports d'activités des CRA, DR, 	<p><i>Efficacité reconnue et promotion des stratégies basées sur le renforcement, l'organisation et la</i></p>

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Niveau d'atteinte de l'indicateur	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
3.2 Les capacités des acteurs locaux sont renforcées pour une mise en réseau efficace	<ul style="list-style-type: none"> programme IEC 250 organisations paysannes/comités villageois de développements appuyés 3 CRA et le BN/CRA formées/renforcés et équipés 9 DR formées et équipées pour assumer leurs fonctions régaliennes 		opérateurs, partenaires	structuration de la «demande locale» pour provoquer la création d'une «offre locale de services» durable et la création/fixation de ressources humaines stables et compétentes (y compris entreprises et structures associatives ou parapubliques)

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Qui	Date	État d'avancement
Ensemble du projet	Tous les volets/instruments du projet devront être actifs	UGP	Fin 2016	
Effets et Produits	Doter les CRA des ressources humaines nécessaires	Bureaux CRA, UGP, MAAH, FIDA	Fin 2016	
	Equiper chaque agent provincial d'une « clé-internet »	CRA	Fin 2016	
	Envisager une petite dotation « communication » pour les élus des coordinations régionales des CRA	UGP/CRA	Fin 2016	
Etat d'avancement	Pour la fin de la période sèche 2015-2016, des procédures « ad hoc » pour réaliser un premier lot d'investissements d'ancrage pour les petits aménagements CES-DRS pourront être utilisées	UGP	Juin 2016	
	Vérifier l'existence d'opportunités de marché pour les périmètres maraichers	CAP CRA UGP	Fin 2016	
	Exercer un suivi/animation très rapproché du volet foncier	UGP	Fin 2016	
	Former les CAP sur le foncier et le ciblage	UGP	Fin 2016	
	Engager les processus fonciers sur les sites réhabilités et à aménager	PAMO	Fin 2016	
	Produire un outil d'aide à la décision sur les différents types d'actes juridiques de sécurisation foncière	UGP	Fin 2016	
	Veiller à ce que les PAMO MP soient opérationnels au plus tôt	CRA appui UGP	Avril 2016	
	Définir, en concertation avec l'ensemble des acteurs les orientations régionales 2016 pour les micro-projets à appuyer par le fonds d'appui	CRA	Mars 2016	
	Finaliser la réflexion en cours sur les mécanismes à mettre en place pour permettre aux CPS et les CAP de disposer de ressources financières	CRA	Juin 2016	
	Dimensionner la durée des sessions CPS et CAP en fonction du nombre de dossiers de projets à analyser	CRA	Pour toutes les sessions	
	Transférer les acquis du PROFIL en matière d'appui aux OF aux acteurs « Neer-Tamba »	UGP NT et UGP PROFIL	Juin 2016	
	Lancer une première vague d'appuis aux OR	3 CRA avec appui UGP	Fin 2016	
	Compléter les équipes des CRA Nord et Centre-Nord	CRA N et CN	Juin 2016	
	Mettre en œuvre le volet Appui Institutionnel aux DR	UGP + 9 DR	Fin 2016	
	Identifier les fonctions régaliennes des DR à appuyer	DR avec appui UGP	Fin mars 2016	
	Montage et approbation des dossiers d'appui aux DR	DR avec appui UGP	Fin juin 2016	
	Remettre les véhicules acquis aux DR sur la base d'un protocole d'affection	UGP	Fin mars 2016	
	Mettre en place les outils de suivi-évaluation sur la base du manuel provisoire	S&E UGP	Juin 2016	
	Prendre en compte les observations du FIDA et du COPIL sur ce manuel	S&E UGP	2016	
Aspects fiduciaire				

Durabilité	Finaliser la nomenclature budgétaire principale	Coordo. Et RAF UGP	Février 2016
	Vulgariser le manuel de procédures au sein de l'UGP	RAF	Février-Mars 2016
	Réviser le manuel des CRA et entamer le processus d'adoption par l'ensemble des CRA	CRA/BNCRA appui UGP	Fin 2016
	Installation du logiciel TOM2PRO et formation des cadres	UGP/CRA	Février 2016
	Accélérer le recrutement du comptable de la CRA-Nord	CRA N appui UGP	Février 2016
	Renouveler le contrat du Coordinateur	MAAH/MINEFID	Février 2016
	Introduire une fiche « Gestion des Ateliers » dans les manuels + 5 jours max pour reversement	UGP	Février 2016
	Vérifier les termes des licences TOM2PRO	UGP	Février 2016
	Introduire les comptes 2015 dans TOM2PRO	UGP, CRA, BNCRA	Juin 2016
	Instituer une comptabilité patrimoniale	CRA, BN/CRA	Fin 2016
	Mettre à jour le registre des contrats	CRA E	Février 2016
	Utiliser le module immobilisations de TOM2PRO	UGP, CRA, BNCRA	Fin 2016
	Ouvrir des comptes séparés pour les fonds de contrepartie	CRA, BN/CRA	Fin 2016
	Mobiliser l'intégralité de la contribution nationale annuelle	UGP	Fin 2016
	Doter les CRA et le BN/CRA d'un PPM	CRA avec appui RAF UGP	Fin 2016
	Utiliser les possibilités de passation de marché à l'échelle régionale	Tous acteurs du Neer Tamba et Projets FIDA	Fin 2016
	Organiser régulièrement des échanges/formations/recyclages avec la DGCMEF à destination des acteurs des projets FIDA	Bureau pays FIDA	Tous les semestres à partir du second semestre 2016
	Encourager et multiplier les montages d'actions combinant ressources « Neer Tamba » et autres sources	CRA, DR, OP, UGP	Permanent
	Etablir un « registre » des « partenariats »	S&E CRA et UGP	2016
	Accompagner les CRA dans leur dialogue de politiques avec l'Etat en vue de les doter d'une base juridique leur garantissant des ressources pérennes	UGP CRA, BN/CRA, Gouv.	A partir de juillet 2016

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Sous-composante	Indicateur	unité	service	PTBA 2015	Progrès effectif	%	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré-évaluation	%
COMPOSANTE I.-PETITS AMENAGEMENTS									
VOLET AMENAGEMENTS	Aménagements de bas-fond								
	Superficies de bas-fond aménagé	ha	CRA	150	169	113	169	6000	2,81
	Périmètre maraichers								
	Puits maraichers	unité	CRA	0	0	0	0	2400	0
	Petit matériel	ha	CRA	0	0	0	0	600	0
	Kit micro-irrigation	ha	CRA	0	0	0	0	600	0
	CES/DRS								
	Superficie de cordons pierreux réalisée	ha	CRA	0	0	0	0	5500	0
	Superficie de digue filtrante réalisée	ha	CRA	0	0	0	0	3000	0
	Nombre de boulis réalisé	unité	CRA	0	0	0	0	ND	0
	Superficie de zaï réalisée	ha	CRA	0	0	0	0	5500	0
	Superficie de demi-lune réalisée	ha	CRA	0	0	0	0	5500	0
	Récupération mécanisée								
	Superficie de terres récupérée par les techniques mécaniques et/ou biologiques	ha	UGP	0	0	0	0	5000	0
	Superficie de végétalisée	ha		0	0	0	0	5000	0
	Nombre de bénéficiaire par type d'aménagement et par Genre et classe d'âge	unité	UGP						
	Renforcement des capacités								
	Nombre de contrat de PAMO signé	contrat	UGP	3	0	0	0	6	0
	Cellule aménagement								
	Nombre de mois de prise en charge du responsable de la cellule aménagement	h/mois	UGP	12	9	75	9	96	9,3
	Nombre de mois de prise en charge des technicien GR	h/mois	UGP	0	0	0	0	264	0
	Nombre de mois de prise en charge d'autre personnel	h/mois	UGP	0	0	0	0	180	0
	Nombre de mois de prise en charge des Assistantes administratives	h/mois	UGP	0	0	0	0	192	0
	Nombre de mois de prise en charge des chauffeurs	h/mois	UGP	24	8	25	8	144	5,5
	Nombre de véhicule pick-up4x4 acquis	unité	UGP	2	2	100	2	4	50
	Nombre d'unités informatique	unité	UGP	1	1	100	1	7	14,28

Sous-composante	Indicateur	unité	service	PTBA 2015	Progrès effectif	%	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré-évaluation	%
	Equipement et matériel	unité	UGP	0	0	0	0	ND	0
	Nombre d'Etude de capitalisation	étude	UGP	0	0	0	0	ND	0
	Nombre d'appui technique	Etude	UGP	0	0	0	0	ND	0
I.2.-VOLET FONCIER	Nombre de convention signée avec la DGFOMR	nombre	DGFOMR	0	0	0	0	1	0
	Nombre de véhicule pick-up 4x4 acquis au profit de la DGFOMR	unité	DGFOMR	1	1	100	1	2	50
	Nombre de commission foncière villageoise (CFV) formés	session	DGFOMR	0	0	0	0	25	0
	Nombre d'appui formalités/concertation	nombre	DGFOMR	0	0	0	0	ND	0
	Observations de l'évolution des pratiques sociales en matière de foncier dans les communes de la zone d'intervention	Nombre	ONF	0	0	0	0	ND	0
COMPOSANTE II.-INTENSIFICATION DES PETITES EXPLOITATION DES PETITES EXPLOITATIONS ET VALORISATION DE LEURS PRODUCTIONS									
SOUS-COMPOSANTE 1: RENFORCEMENT DE L'OFFRE DE SERVICES D'APPUI CONSEIL	Contrat d'appel à proposition								
	Nombre de contrat d'appui-conseils pour la diffusion de bonnes pratiques de gestion durable des terres	contrat	CRA	0	0	0	0	42	0
	Nombre de contrat de service d'appui-conseil à la gestion technico-économique	contrat	CRA	0	0	0	0	42	0
	Nombre de contrat de soutien au développement des réseaux d'acteurs thématiques	contrat	CRA	0	0	0	0	57	0
	Contrat PAMO MP								0
	Nombre de contrat de PAMO-MP signé	contrat	CRA	0	0	0	0	42	0
	Bourse dotation d'intervention								
	Nombre d'enveloppe de bourse dotation	enveloppe	UGP	0	0	0	0	96	0
	Atelier de concertation sur le choix des thématiques d'appel à proposition								
	Nombre d'atelier de concertation sur le choix des des thématiques d'appel à proposition	unité	UGP	3	3	100	3	18	16,6

Sous-composante	Indicateur	unité	service	PTBA 2015	Progrès effectif	%	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré-évaluation	%
	Atelier d'information pour le lancement des appels à proposition								
	Nombre d'atelier d'information pour le lancement des appels à proposition	session	UGP	0	0	0	0	90	0
	Sessions des comités techniques								
	Nombre de sessions des comités techniques	unité	CRA	0	0	0	0	54	0
	Atelier bilan								
	Nombre d'atelier bilan	unité	UGP	0	0	0	0	120	0
	Assistance technique								
	Nombre d'homme mois d'assistance technique	h/mois	UGP	0	0	0	0	16	0
SOUS-COMPOSANTE 2: APPUI AUX INITIATIVES LOCALES DE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DE L'ELEVAGE OU DE LA VALORISATION DES RESSOURCES NATURELLES	Fonds d'appui aux initiatives paysannes/appui à la mise en œuvre du fonds		UGP						
	Nombre d'atelier initiaux d'information /sensibilisation	session	CRA	12	12	100	12	12	100
	Nombre d'émission radio	an	CRA	12	12	100	12	288	4,1
	Nombre de film Vidéo réalisé et diffusé	an	UGP	0	0	0	0	4	0
	Nombre de session de formation des membres des comités d'évaluation	session	CRA	15	14	93	14	120	12
	Nombre de réunion des comités d'évaluation	session	CRA	0	0	0	0	210	0
	Nombre de session d'animation	Session	CRA	0	0	0	0	32	0
	Nombre de visite d'échanges entre CPP et CAP	visite	CRA	0	0	0	0	16	0
	Base de données CRA-micro-projet (mise à jour et maintenance)	Base de données	CRA	0	0	0	0	8	0
	Nombre d'enquête d'évaluation externe	enquête	UGP	0	0	0	0	8	0
	Nombre de mission d'appui technique	unité	UGP	0	0	0	0	3	0
	Cellule Economie agricole								

Sous-composante	Indicateur	unité	service	PTBA 2015	Progrès effectif	%	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré-évaluation	%
	Nombre de mois de prise en charge du Responsable cellule	h/mois	UGP	12	9	75	9	96	9,37
	Nombre de mois de prise en charge des Techniciens	h/mois	UGP	0	0	0	0	264	0
	Nombre de mois de prise en charge du Responsable des autres personnels	h/mois	UGP	0	0	0	0	180	0
	Nombre de mois de prise en charge du Responsable des Assistantes administratives	h/mois	UGP	0	0	0	0	192	0
	Nombre de mois de prise en charge des chauffeurs	h/mois	UGP	24	8	33,33	8	144	5,5
	Nombre de véhicule pick-up acquis	unité	UGP	2	2	100	2	4	50
	informatique								
	Nombre d'équipement et matériel	Unité	UGP	1	1	100	1	ND	
COMPOSANTE III.-STRUCTURATION DES ACTEURS ET LEUR MISE EN RESEAUX									
SOUS-COMPOSANTE 1:RENFORCEMENT DES CAPACITES DES POPULATIONS CIBLES,DES ORGANISATIONS RURALES ET DES ELUS LOCAUX	Alphabétisation								
	Nombre de session	Session	CRA	0	0	0	0	1635	0
	Nombre de Personne ne ressource FTS	session	CRA	0	0	0	0	1635	0
	Nombre de bibliothèques ambulantes équipées	nombre	CRA	0	0	0	0	24	0
	Nombre d'atelier bilan annuel	session	CRA	0	0	0	0	24	0
	Nombre de session d'évaluation tenue	session	CRA	0	0	0	0	3	0
	IEC								0
	Nombre de stratégie élaborée	nombre	CRA	0	0	0	0	2	0
	Nombre de module conçu	nombre	CRA	0	0	0	0	8	0

Sous-composante	Indicateur	unité	service	PTBA 2015	Progrès effectif	%	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré-évaluation	%
	Nombre d'opérateur formé	nombre	CRA	0	0	0	0	21	0
	Nombre de formation suivi point focaux	nombre	CRA	0	0	0	0	ND	0
	Nombre de matériel pédagogique	nombre	CRA	0	0	0	0	860	0
	Nombre d'atelier bilan organisé	nombre	CRA	0	0	0	0	24	0
	Nombre de session d'évaluation tenue	session	CRA	0	0	0	0	3	0
	Formation CVD			0	0	0	0		0
	Nombre de CVD formé en formation initiale	CVD	CRA	0	0	0	0	250	0
	Nombre de kit bureau	kit	CRA	0	0	0	0	250	0
	Nombre de recyclage	unité	CRA	0	0	0	0	250	0
SOUS-COMPOSANTE 2: APPUI INSTITUTIONNEL AUX CHAMBRES REGIONALES D'AGRICULTURES (CRA)	Renforcement des capacités des CRA								
	Nombre de véhicule pick-up 4x4	unité	UGP	3	3	100	3	6	50
	Nombre de poste informatique	unité	CRA	3	3	100	9	16	56
	Matériel et mobilier (bureau et communication)	Unité	CRA	0	0	0	24	6	
	Nombre de contrat de formation de technicien	Unité	CRA	0	0	0	1	8	12,5
SOUS-COMPOSANTE : APPUI INSTITUTIONNEL AUX CHAMBRES REGIONALES D'AGRICULTURES (CRA)	Fonctionnement technicien (fourniture et véhicule)	contrat	CRA	0	0	0	0	72	0
	Nombre Cadre techniques	h/an	CRA	0	0	0	0	72	0
	Nombre de cadre technique pris en charge annuellement	h/an	CRA	0	0	0	0	30	0
	Nombre de chauffeur pris en charge annuellement	h/an	CRA	0	0	0	0	24	0
	Animateurs Provinciaux								0

Sous-composante	Indicateur	unité	service	PTBA 2015	Progrès effectif	%	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré-évaluation	%
	Nombre de véhicule pick-up 4x4	u	CRA	12	12	100	12	24	50
	Nombre de poste informatique	u	CRA	24	24	100	48	48	100
	Matériel et mobilier (bureau et communication)	unité	CRA	0	0	0	24	12	200
	Fonctionnement technicien (fourniture et véhicule)	contrat	CRA	0	0	0	0	96	50
	Cadre technicien	h/an	CRA	24	18	75	18	192	9,3
	Chauffeur	h/an	CRA	12	4	33,33	4	96	4,16
	Inter coopération entre CRA								
	Nombre de session d'inter coopération entre CRA	session	CRA	0	0	0	0	24	0
	Renforcement, administration et finance								
	Gestionnaire	personne	BN/CRA	1	0	0	0	24	0
	Contrôleur de gestion	personne	BN/CRA	1	0	0	0	8	0
	.Appui en gestion Marché	personne	BN/CRA	1	-0	0	0	8	0
	Nombre de licence Licence Tompro acquis	unité	BN/CRA	1	0	0	0	4	0
	Assistance et paramétrage	nombre	Bn/cra	1	0	0	0	8	0
	Nombre de formation recyclage/comptable	nombre	BN/CRA	1	0	0	0	8	0
	Nombre de formation recyclage/élus/cadres	nombre	BN/CRA	0	0	0	0	24	0
	Nombre d'Etude (manuel procédure)	nombre	BN/CRA	1	1	100	1	8	12,5
	Nombre d'Equipement informatique	unité	BN/CRA	2	2	100	2	16	12,5

Sous-composante	Indicateur	unité	service	PTBA 2015	Progrès effectif	%	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré-évaluation	%
	Matériel et mobilier	unité	BN/CRA	3	3	100	3	4	75
	Nombre d'audit réalisé	audit	BN/CRA	0	0	0	0	8	0
SOUS-COMPOSANTE 3: APPUI INSTITUTIONNEL AUX DIRECTIONS REGIONALES	Nombre de véhicule pick-up 4x4 double cabine acquis	unité	DR	9	9	100	9	36	25
	Nombre de motos acquis	unité	DR	36	0	0	0	72	0
	Nombre de poste informatiques acquis	unité	DR	9	0	0	0	36	0
	Matériel mobilier de bureau (communication)	unité	DR	3	0	0	0	18	0
	Nombre de contrat de formation /recyclage	contrat	DR	0	0-	0	-0	8	0-
	Nombre d'opération	nombre	DR	0	0	0	0	18	0
COMPOSANTE IV.-GESTION, ADMINISTRATION ET SUIVI-EVALUATI									
GESTION ET ADMINISTRATION DU PROJET	Personnel UGP								
	Nombre de mois de prise ne charge du Coordonnateur	h/mois	UGP	12	12	100	16	96	16,66
	Nombre de mois de prise en charge du RAF	h/mois	UGP	12	12	100	18	96	18,75
	Nombre de mois de prise en charge des comptables	h/mois	UGP	24	18	75	18	192	9,3
	Nombre de mois de prise ne charge des assistantes	h/mois	UGP	24	18	75	18	192	9,3
	Nombre de mois de prise en charge des chauffeurs	h/mois	UGP	36	12	25	12	288	4,1
	Nombre de mois de prise en charge du RSE	h/mois	UGP	12	12	100	18	96	18,75

Burkina Faso

Projet de Gestion Participative des Ressources Naturelles et de Développement Rural du Nord, Centre-Nord et Est («Neer Tamba»)

Rapport de supervision - Dates de la mission: 1^{er} au 10 février 2016

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Sous-composante	Indicateur	unité	service	PTBA 2015	Progrès effectif	%	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré-évaluation	%
	Nombre de mois de prise en charge de l'Informaticien	h/mois	UGP	0	0	0	0	96	0
SUIVI-EVALUATION	Nombre d'enquête socio-économique de base réalisé	nombre	UGP	1	1	100	1	2	50
	Nombre d'enquête SYGRI réalisé	nombre	UGP	1	1	100	1	3	33,33
	Nombre d'enquête thématique réalisée	nombre	UGP	0	0-	0	0	16	0
	Nombre de base de données développée	nombre	UGP	0	0	0	0	1	0
	Maintenance base de données	nombre	UGP	0	0	0	0	8	0

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds

Financier	Approuvé (‘000 USD)	Effectif (‘000 USD)	Déboursments (‘000 USD) (1)	Déboursments en %
DON FIDA n°IDSF-8111-BF	52 818	52 818	1 580	2,99%
DON FIDA n°IDSF-8111A-BF	15 391	15 391	585	3,80%
PRET FIDA n°IDSF-895-BF	15 392	15 392	585	3,80%
Gouvernement	23 867	23 867	1 517	6,36%
Bénéficiaires	5 829	5 829	0	0,00%
Total	113 297	113 297	4 267	3,77%

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)

Composantes	FIDA				Gouvernement				Bénéficiaires				Total			
	alloué	%	décais	%	alloué	%	décais	%	alloué	%	décais	%	alloué	%	décais	%
I Petits aménagements fonciers	37 511	44,87%	413	1,10%	10 725	44,93%	228	2,12%	4 536	77,82%		0,00%	52 772	46,58%	641	1,21%
II Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions	23 710	28,36%	79	0,33%	6 745	28,26%	44	0,65%		0,00%		0,00%	30 454	26,88%	122	0,40%
III Structuration des acteurs et leur mise en réseau	16 923	20,24%	1 259	7,44%	4 839	20,27%	694	14,35%	1 293	22,18%		0,00%	23 054	20,35%	1 953	8,47%
IV Administration et suivi-évaluation	5 457	6,53%	999	18,31%	1 560	6,53%	551	35,34%		0,00%		0,00%	7 017	6,19%	1 550	22,09%
TOTAL	83 601	100%	2 750	3,29%	23 867	100%	1 517	6,36%	5 829	100%	0	0,00%	113 297	100%	4 267	3,77%

Tableau 5C: Déboursements Don FIDA Don n° I-DSF-8111A-BF du 07/04/2014 (en DTS)

	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Déboursements	Solde	Déboursements en % (*)	déboursement prévisionnel au 31/12/2015	solde prévisionnel au 31/12/2015	% décaissement
1	Génie Civil	3 105 000,00		3 105 000,00	0,00%	0,00	3 105 000,00	0,00%
2	Equipements et matériels	335 000,00	117 454,00	217 546,00	35,06%	117 454,00	217 546,00	35,06%
3	Services	3 965 000,00	44 546,41	3 920 453,59	1,12%	44 546,41	3 920 453,59	1,12%
4	Fonds d'Appui	750 000,00		750 000,00	0,00%	0,00	750 000,00	0,00%
5	Salaires et indemnités	395 000,00	34 162,25	360 837,75	8,65%	34 162,25	360 837,75	8,65%
6	Fonctionnement	275 000,00	14 684,29	260 315,71	5,34%	14 684,29	260 315,71	5,34%
7	Non alloués	850 000,00		850 000,00	0,00%	0,00	850 000,00	0,00%
	Dépôt initial		195 916,32	-195 916,32		195 916,32	-195 916,32	
	Total	9 675 000,00	406 763,27	9 268 236,73	4,20%	406 763,27	9 268 236,73	4,20%

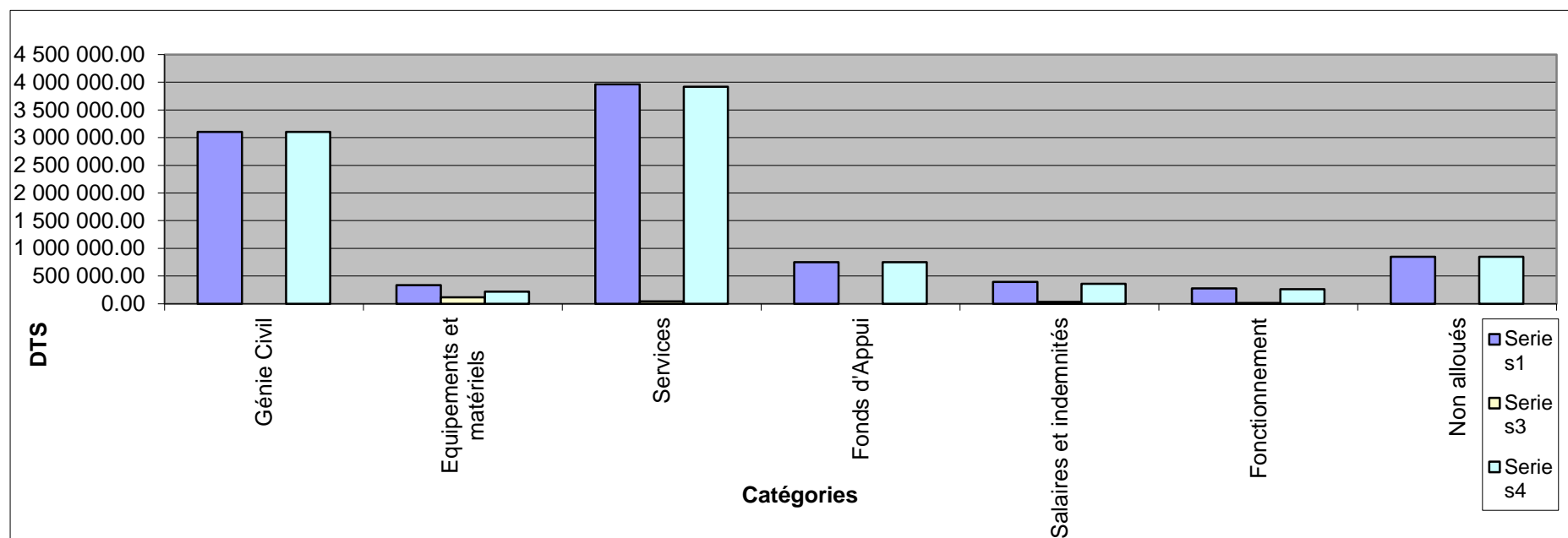


Table 5C: Décaissements prêt FIDA n° I-895-BF du 07/04/2014 (en DTS)

	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Décaissements	Solde	Décaissements en % (*)	décaissement prévisionnel au 31/12/2015	solde prévisionnel au 31/12/2015	% décaissement
1	Génie Civil	3 105 000,00		3 105 000,00	0,00%	0,00	3 105 000,00	0,00%
2	Equipements et matériels	335 000,00	117 454,00	217 546,00	35,06%	117 454,00	217 546,00	35,06%
3	Services	3 965 000,00	44 546,41	3 920 453,59	1,12%	44 546,41	3 920 453,59	1,12%
4	Fonds d'Appui	750 000,00		750 000,00	0,00%	0,00	750 000,00	0,00%
5	Salaires et indemnités	395 000,00	34 162,25	360 837,75	8,65%	34 162,25	360 837,75	8,65%
6	Fonctionnement	275 000,00	14 684,29	260 315,71	5,34%	14 684,29	260 315,71	5,34%
7	Non alloués	850 000,00		850 000,00	0,00%	0,00	850 000,00	0,00%
	Dépôt initial		195 916,32	-195 916,32		195 916,32	-195 916,32	
	Total	9 675 000,00	406 763,27	9 268 236,73	4,20%	406 763,27	9 268 236,73	4,20%

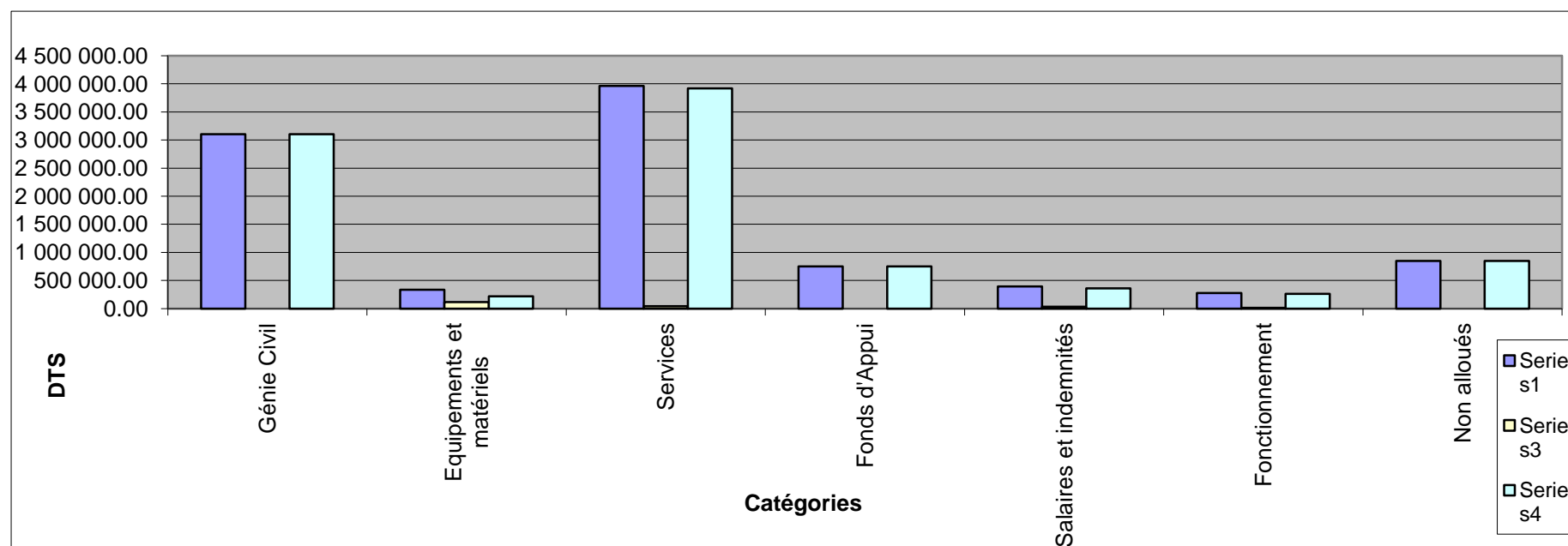
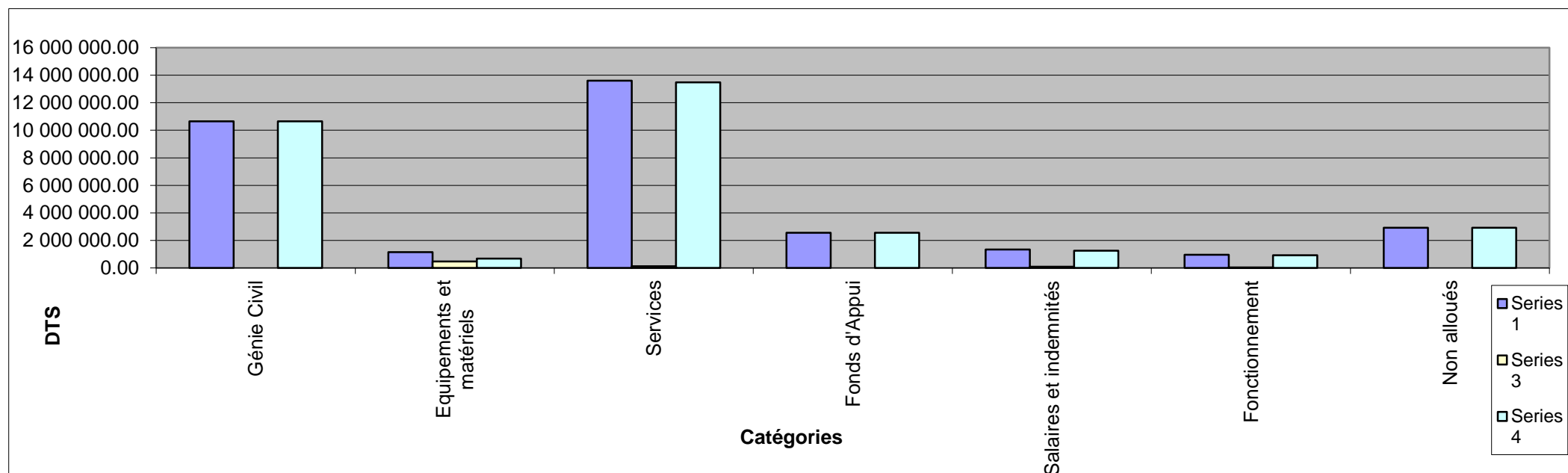


Table 5C: Déversements Don FIDA n° I-DSF-8111-BF du 04/02/2013 (en DTS)

	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Déversements	Solde	Déversements en % (*)	DRF en instance**	déversement prévisionnel au 31/12/2015	solde prévisionnel au 31/12/2015	% décaissement
1	Génie Civil	10 650 000,00		10 650 000,00	0,00%	6 163,78	6 163,78	10 643 836,22	0,06%
2	Equipements et matériels	1 150 000,00	464 583,40	685 416,60	40,40%	17 069,21	481 652,61	668 347,39	41,88%
3	Services	13 600 000,00	122 902,44	13 477 097,56	0,90%	233 983,26	356 885,70	13 243 114,30	2,62%
4	Fonds d'Appui	2 560 000,00		2 560 000,00	0,00%	0,00	0,00	2 560 000,00	0,00%
5	Salaires et indemnités	1 350 000,00	97 631,80	1 252 368,20	7,23%	141 631,83	239 263,63	1 110 736,37	17,72%
6	Fonctionnement	960 000,00	39 308,57	920 691,43	4,09%	13 213,02	52 521,59	907 478,41	5,47%
7	Non alloués	2 930 000,00		2 930 000,00	0,00%		0,00	2 930 000,00	0,00%
	Dépôt initial		653 054,40	-653 054,40			653 054,40	-653 054,40	
	Total	33 200 000,00	1 377 480,61	31 822 519,39	4,15%	412 061,10	1 789 541,71	31 410 458,29	5,39%



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section ^[1]	Disposition	Date butoir de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
B.3	Le compte désigné a été ouvert auprès de la BCEAO	Entrée en vigueur	Exécuté	Compte N° BF000 01001 000000060479 85 ouvert le 14 mars 2014
B.4	Le projet est inscrit au PIP, le compte Trésor est ouvert et a été crédité du premier dépôt de 74,5 million de FCFA	Entrée en vigueur	Exécuté	Compte N° 000144304318 ouvert le 1 ^{er} avril 2014 Premier dépôt le : 8 septembre 2014
B.5	Le compte Projet en FCFA a été ouvert	Entrée en vigueur	Exécuté	BF31 26022 01242 421090002396 84 ouvert le 10 septembre 2014
E.2.c	Le CP et l'UGP ont été créés et les cadres principaux du projet ont été recrutés avec l'accord du fonds	Préalable au retrait des fonds	Exécuté	CP créé le 5 mai 2014 et UGP créée le 24 juillet 2014 Coordinateur le : 1 ^{er} août 2014 RSE et RAF le : 10 juin 2014 (dates de prise de fonctions)
E.2.d	La Convention de Délégation de Maîtrise d'Ouvrage entre l'Agent Principal du Projet et les Chambres Régionale d'Agriculture a reçu l'avis de non objection du Fonds et a été signée par les deux parties	Préalable au retrait des fonds	Exécuté	ANO du 18 juillet 2014
E.2.e	Le Manuel d'Exécution du Projet a été validé par le Fonds	Préalable au retrait des fonds	Exécuté	ANO du 17 octobre 2013
E.2.f	Les rapports finaux d'audit pour le PAMER et le PROFINDER ont été soumis au Fonds	Préalable au retrait des fonds	Exécuté	PAMER fax du FIDA du 6 février 2014 PROFINDER montant non décaissé reversé au FIDA en deux tranches (le 8 avril et le 10 juillet 2014)
E.3	Les accords de financement ont été ratifiés	Préalable au retrait des fonds	Exécuté	8111 le 17 juin 2013 895/811A le 24 septembre 2014
7.1.b	Le PTBA doit être présenté au Fonds pour examen et commentaires	Annuellement	Exécuté	PTBA 2016 approuvé par le Fonds le 21 janvier 2016
7.5	La passation des marchés de biens, travaux et services doit être réalisée conformément à la procédure indiquée à l'annexe 3	Continu	Exécuté	
7.8	L'assurance pour les véhicules, l'équipement et les travaux de génie	Continu	Exécuté	

Section ^[1]	Disposition	Date butoir de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
	civil doit être financée grâce aux fonds du prêt, dans le respect de saines pratiques commerciales			
8.3.a	Les rapports sur l'état d'avancement doivent être présentés au FIDA sur une base trimestrielle	Continu	Exécuté	Au 10 février 2016, les rapports du 4 ^{ème} trimestre et annuel de 2015 sont en cours d'élaboration
8.3.b	Un examen à mi-parcours doit être conjointement effectué par l'Emprunteur et le FIDA	2017/2018	Prévu	
9.3	Le rapport d'audit doit être présenté au FIDA	30 juin de l'année suivant l'exercice	Prévu	Le FIDA a autorisé le Projet à regrouper les deux premiers exercices (2014 et 2015)
11.1	Le projet doit être exempté de tout droit d'importation, accise et TVA sur les dépenses d'investissement	Continu	Exécuté	Certificat N°2015-120/MEF/SG/DGI/DLC/SRPC du 23/02/2015.

^[1] Basé sur la structure de l'accord de don 8111 (ou des conditions générales), la numérotation des sections peut varier dans l'accord de financement 895/8111A

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Le Projet Neer Tamba reprend directement des instruments et des méthodes développées par d'autres projets dont les projets appuyés par le FIDA dans le pays (mécanismes et procédures du fonds d'appui, appuis aux organisations de producteurs, alphabétisation fonctionnelle, etc.) en continuant de les perfectionner. En particulier, le transfert des savoirs capitalisés par le PROFIL (procédures et développement institutionnel essentiellement) et le PDRD et le PICOFA (techniques d'aménagement) est organisé par le bureau pays depuis la prise de fonctions de l'équipe Neer-Tamba et sera poursuivi en 2016. La mise en réseau effective (les pratiques de communication et de travail en commun) des trois CRA appuyées par Neer Tamba a été amorcée dès le démarrage du Projet. Le projet permettra également à ces trois CRA avec leur bureau national (BN/CRA) de jouer un rôle pilote pour l'ensemble des treize CRA du pays.

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

Un premier type d'innovation organisationnelle a été observé au cours de la mission : Sans concertation ni instruction préalable, deux animateurs provinciaux des CRA ont, chacun dans une région différente, pris l'initiative de « combiner » (« blending ») les ressources Neer Tamba avec des ressources d'autres projets au sein d'une même action. Il s'agit là d'un premier indice du fait que le montage institutionnel du projet (Délégation de Maitrise d'ouvrage aux CRA) et ses instruments (mécanismes ouverts de réponse à des demandes) sont appropriés au montage de ce type de partenariats et donc capables de faire jouer aux ressources mises à disposition par le FIDA et le Gouvernement au sein de Neer Tamba un effet de levier en termes de mobilisation de ressources additionnelles (et d'efficacité de celles-ci) dirigées vers la réduction de la pauvreté rurale. La mission a, bien entendu, recommandé la poursuite et la reproduction de cette logique de « blending ».
